

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU CRIMINEL ET SAISIE DE PLUS DE 658.000 COMPRIMÉS PSYCHOTROPES À OUARGLA

Un réseau criminel spécialisé dans le trafic illicite de psychotropes a été démantelé et plus de 658.000 comprimés psychotropes ont été saisis, dimanche soir, lors d'une opération menée par les services de la Sécurité de l'Armée de Ouargla, en coordination avec les services des Douanes, indique, lundi, le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.



P.16

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mardi 2 Dhou El-Hijja 1447 - 19 Mai 2026 - N° 1309 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

79^e ASSEMBLÉE MONDIALE
DE LA SANTÉ

L'ALGÉRIE PARTICIPE AUX TRAVAUX À GENÈVE



Dans le cadre de la 79^e Assemblée mondiale de la Santé (AMS), qui se tient à Genève, en Suisse, du 18 au 23 mai 2026, un événement majeur réunit des délégations internationales pour définir les politiques sanitaires mondiales. L'Algérie participe activement à ces travaux dans le but de renforcer la protection sanitaire au niveau national.

P.16

INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE

DES EXPERTS SALUENT L'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À ACCÉLÉRER LE PROCESSUS DE TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

Des économistes ont salué les orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de développer l'industrie pétrochimique, estimant qu'elles reflètent son engagement à accélérer le processus de transformation économique et de passer à une nouvelle étape en matière de valorisation des ressources naturelles.

P.4

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DE LA JOURNÉE
NATIONALE DE L'ÉTUDIANT

« NOUS SOMMES CONVAINCUS QUE LES ÉTUDIANTS ET LES JEUNES MESURENT L'IMPORTANCE DES RÉFORMES QU'A CONNUES LE SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE »



P.3

PRESSIONS MONDIALES SUR L'EMPLOI

LES RÉPERCUSSIONS DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT SONT PLANÉTAIRES

L'Organisation internationale du travail (OIT) a prévenu lundi, dans un nouveau rapport, que la crise qui sévit au Moyen-Orient aggrave désormais l'emploi, les conditions de travail et les niveaux de revenus dans le monde entier, et pas seulement dans les zones directement touchées.

P.7

OUVERTURE DE LA 24^E ÉDITION SALON INTERNATIONAL "SIPSA FILAHA" À ALGER LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU CŒUR DE L'ÉVÉNEMENT

La 24^e édition du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie a été ouverte hier par le ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, Yacine El Mahdi Oualid, en compagnie du ministre égyptien de l'agriculture et de la mise en valeur des terres, Alaa Eddine Farouk.

Par Malika Azeb

Ce salon, placé sous le slogan « Moderniser l'agriculture, renforcer la souveraineté alimentaire et anticiper l'avenir », enregistre une participation de 850 exposants algériens et étrangers représentant 40 pays, dont l'Égypte, la Mauritanie et le Niger comme invités d'honneur.

Le salon, organisé sous le patronage du ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche et sous le parrainage du ministre de l'économie, de la connaissance, des startups et des micro-entreprises, Noueddine Ouadah, se veut un carrefour stratégique de l'agriculture, de l'agro-industrie et de l'innovation.

Près de 250 marques internationales seraient présentes lors de cette manifestation, qui devrait attirer plus de 40 000 visiteurs.

En plus des expositions, des communications et des débats animés par des experts autour de thématiques liées au domaine de l'agriculture, tels que la modernisation des systèmes de production, le développement du machinisme agricole et des équipements, l'amélioration des filières d'élevage, la valorisation des ressources halieutiques à travers la pêche et l'aquaculture, la transformation agroalimentaire, l'intégration des nouvelles technologies et l'export, seront au programme de cette édi-



tion. À travers ce salon, les organisateurs ambitionnent de promouvoir les potentialités agricoles dont dispose l'Algérie et de permettre aux opérateurs nationaux de s'inspirer des expériences d'autres pays afin d'améliorer les rendements, valoriser le produit algérien, réduire la facture des importations et s'orienter vers l'exportation.

Le groupe de réflexion « Filaha Innove », organisateur de l'événement, a programmé plusieurs activités, en marge de cette manifestation

économique, dont la 5^e édition du Salon des industries agroalimentaires et de valorisation des ressources agricoles « Africa Food Export », ainsi que la 11^e édition du Salon international consacré à la pêche durable et aux produits halieutiques « Djazaqua ».

La deuxième édition du concours national de la meilleure huile d'olive vierge « Oleomed » sera également organisée, après le succès de la première édition l'année dernière, qui avait enregistré la participation de 145 producteurs.

Le concours national de la meilleure huile d'olive vierge « Oleomed » verra la participation de près de 300 échantillons d'huile d'olive provenant de 23 wilayas ; cette compétition permettra aux opérateurs de promouvoir leurs produits à l'échelle mondiale.

Les organisateurs ambitionnent également, à travers ce concours, la promotion de l'excellence de la filière oléicole nationale et le renforcement de la position de l'huile d'olive algérienne sur le marché premium à l'international.

Le président du SIPSA a indiqué qu'à travers ce concours : « Nous voulons soutenir les producteurs et faire rayonner une filière emblématique de notre patrimoine agricole. »

La 24^e édition du Salon de l'agriculture se veut aussi une ouverture sur le continent africain, notamment dans les secteurs de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture ; cette orientation reflète une approche africaine liée à la sécurité alimentaire fondée sur les complémentarités régionales.

Cette édition confirme donc sa volonté de dépasser le cadre traditionnel des manifestations économiques pour devenir de véritables espaces stratégiques dédiés à l'avenir agroalimentaire et économique de l'Algérie et du continent africain.

MA

EDUCATION NATIONALE

PLUS DE 877.000 CANDIDATS ENTAMERONT CE MARDI LES ÉPREUVES DU BEM

Plus de 877.000 candidats à l'échelle nationale entameront, mardi, les épreuves de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session 2026, répartis sur quelques 3000 centres d'examen à travers le territoire national.

Cet examen de fin de cycle moyen, qui se déroulera du 19 au 21 mai courant, concerne un total de 877.035 candidats, répartis sur 3.167 centres d'examen, tandis que 104 centres sont dédiés à la correction et 18 autres à la collecte et au tri.

En ce qui concerne l'encadrement, le nombre total des personnels mobilisés est de 214.003 encadreurs, dont 181.339 enseignants surveillants, 20.004 membres de secrétariat, 6.275 adjoints de centre et 3.167 chefs de centre.

En prévision de ces épreuves, le ministère de l'Éducation nationale a assuré avoir pris toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement de l'examen du BEM de la session mai 2026, dès le début de l'année scolaire à travers la révision des données des candidats, et le retrait des convocations via la plate-

forme numérique, ce qui a permis aux candidats de consulter préalablement leurs centres d'examen.

Pour cette session, le ministère a notamment mis l'accent sur le renforcement des mesures organisationnelles et sécuritaires, à travers l'élargissement de l'utilisation du numérique dans les différentes étapes d'organisation des examens, allant de l'inscription des candidats à l'annonce des résultats, tout en adoptant un protocole sécuritaire rigoureux en coordination avec les instances et les institutions concernées.

Dans ce contexte, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Sadaoui, a souligné l'importance de cette « étape charnière » de l'année scolaire, qui nécessite la mobilisation de tous les acteurs concernés afin de garantir les meilleures conditions d'organisation.

Il a également mis l'accent sur la nécessité d'une coordination permanente entre les directions de l'Éducation nationale et l'Office national des examens et concours (ONEC), ainsi que sur le renforcement des me-

sures d'inspection et l'interdiction d'introduction des téléphones portables dans les centres d'examen, considérant cet acte comme l'un des comportements les plus graves portant atteinte à la crédibilité des examens nationaux.

M. Sadaoui a, par ailleurs, appelé à consolider les partenariats avec les différents secteurs concernés, à l'instar de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, la Santé, la Poste et les Télécommunications, ainsi que les Affaires religieuses et des Wakfs, afin d'assurer les meilleures conditions aux candidats.

Concernant les candidats hospitalisés qui sont dans l'incapacité de rejoindre les centres d'examen, le ministre a fait savoir que des centres d'examen spécifiques seront aménagés au sein des hôpitaux et des établissements de santé concernés.

Enfin, le ministre a assuré que les sujets d'examen porteront sur les cours dispensés en présentiel, comme cela a été le cas pour les années précédentes.

RA

FORMATION PROFESSIONNELLE

ARHAB S'ENQUIERT DE LA SITUATION DU SECTEUR DE À BORDJ BADJI-MOKHTAR

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, s'est enquis, lundi dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, de la situation du secteur, de sa dynamique de développement et de modernisation, ainsi que du renforcement de son rôle de levier de développement local et d'insertion professionnelle des jeunes.

La ministre a supervisé une opération de renforcement en moyens des établissements de formation dans la wilaya, en dotant les Centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) "Kebir M'hamed" à Bordj Badji Mokhtar et "Nouni Abdelkader" à Timiaouine, de matériels et d'équipements modernes et de pointe. L'opération a permis d'équiper des filières essentielles qui répondent aux spécificités de la région et aux besoins de l'économie locale.

D'autres établissements seront dotés ultérieurement, dans les domaines de l'artisanat et de l'informatique,

renforçant ainsi le potentiel d'encadrement et le niveau de la formation pratique, a-t-on assuré.

Mme Arhab a procédé, par ailleurs, à l'ouverture du premier Centre de développement et de soutien de l'entrepreneuriat, regroupant une première promotion de 20 bénéficiaires dans diverses spécialités, dont la menuiserie-aluminium, l'informatique et le recyclage de déchets, sous l'encadrement de formateurs spécialisés, afin de soutenir les jeunes de la wilaya et les aider à concrétiser leurs projets.

Intervenant lors d'une rencontre de coordination avec les acteurs du secteur, la ministre a indiqué que l'Etat poursuit ses efforts tendant à soutenir les jeunes et leur offrir des opportunités d'insertion professionnelle, à travers des programmes de formation, la formation d'encadreurs et l'élargissement de l'offre de formation, en adéquation avec les mutations économiques et les besoins du marché du travail.

RA

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

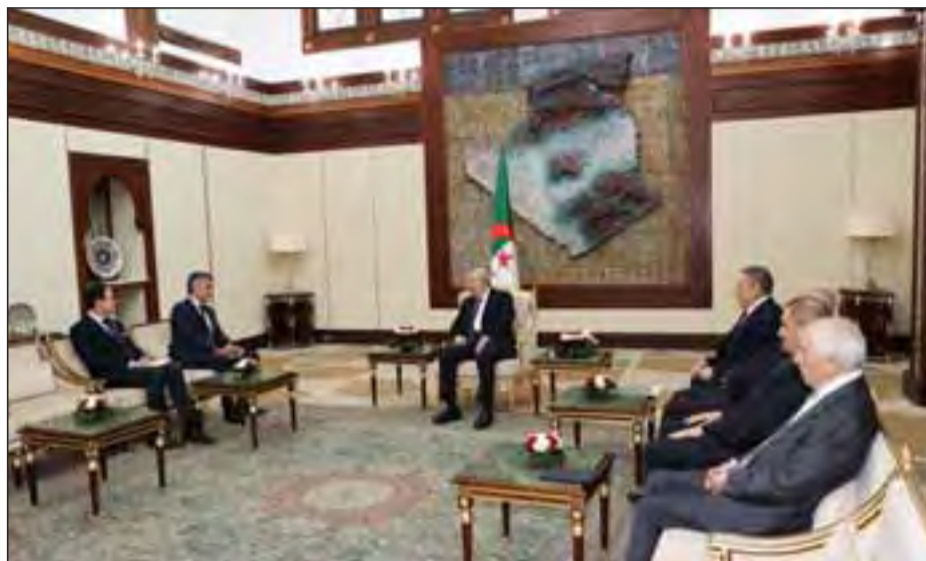
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE MINISTRE FRANÇAIS DE LA JUSTICE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, M. Gérald Darmanin, Garde des Sceaux, ministre français de la Justice, accompagné de l'ambassadeur de France en Algérie, M. Stéphane Romatet.

L'audience s'est déroulée en présence de M. Brahim Merad, ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des collectivités locales, de M. Ahmed Attaf, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à

l'étranger et des Affaires africaines, de M. Lotfi Boudjemaa, ministre de la Justice, Garde des Sceaux, et de M. Amar Abba, conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques.

RA



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT

« NOUS SOMMES CONVAINCUS QUE LES ÉTUDIANTS ET LES JEUNES MESURENT L'IMPORTANCE DES RÉFORMES QU'A CONNUES LE SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENTSUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE »

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, lundi, un message à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'étudiant (19 mai), dont voici la traduction APS : "Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux, Prière et Paix sur le plus noble des Messagers, A l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant (19 mai), il me plaît de renouveler l'expression de notre fierté envers les jeunes étudiants dans les amphithéâtres des universités, des instituts et des écoles supérieures, et envers les experts, enseignants et encadrants composant la famille de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, qui œuvrent à promouvoir la qualité de l'enseignement et de la formation, à développer la recherche scientifique et à relier la production scientifique et cognitive de l'université à l'activité économique et à la vie pu-

blique. Le peuple algérien, fier de vous, jeunesse de la nation, et de votre fidélité aux sacrifices inscrits dans l'histoire comme des repères pour les générations successives, se remémore à chaque étape historique les hauts faits dont il puise honneur et dignité.

En cette occasion, nous songeons tout particulièrement à la génération qui, le 19 mai 1956, a amené des groupes d'étudiants algériens, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, à rejoindre l'Armée de libération nationale (ALN) dans les positions de soutien et sur le champ de bataille.

Ces étudiants, issus de l'Algérie en lutte à l'époque, appartenaient, dans le contexte historique d'alors, à des familles aisées, mais qui, par leur noblesse d'âme, ont choisi la liberté et la dignité avant le statut social et les privilèges, ce qui leur a valu gloire et éternité. Ils demeurent éternels par leur

mémoire sans cesse renouvelée. Et vous en êtes aujourd'hui les dignes héritiers, en poursuivant votre parcours vers la réussite au sein d'une université partenaire des transformations et en phase avec les évolutions technologiques et les savoirs, à laquelle l'Etat alloue chaque année des crédits conséquents, et dont les structures ont été renforcées, ces dernières années, par de nombreuses réalisations : écoles supérieures spécialisées, pôles universitaires intégrés et un soutien accru au financement de la recherche scientifique, de la créativité et de l'innovation.

Cela témoigne de la volonté de l'Etat d'investir dans ce secteur, d'en assurer la pérennité et d'intégrer l'université dans une économie productive moderne, à travers l'attraction des compétences et de l'expertise, la création d'un climat favorable aux élites univer-

sitaires et la valorisation de la contribution du savoir à la consolidation des fondements de l'Etat moderne.

Nous sommes convaincus que les étudiants et les jeunes mesurent l'importance des réformes qu'a connues le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, mais aussi les avancées accomplies par leur pays dans d'autres secteurs, par fidélité au serment envers le vaillant peuple algérien et les valeureux martyrs, dont nous nous remémorons aujourd'hui les sacrifices, avec déférence et recueillement, à l'occasion de ce 70e anniversaire, tout en rendant hommage à leur mémoire.

Vive l'Algérie, Gloire et éternité à nos valeureux martyrs".

RA

BOUGHALI ADRESSE SES VŒUX AUX ÉTUDIANTS ALGÉRIENS À L'OCCASION DE LA CÉLÉBRATION DE LEUR JOURNÉE NATIONALE

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a adressé ses vœux, lundi, aux étudiants algériens, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'étudiant, marquant le 70e anniversaire de la grève historique des étudiants (19 mai 1956).

"Meilleurs vœux à nos étudiantes et à nos étudiants, les artisans du présent de l'Algérie, l'espoir de son avenir et les porteurs du flambeau de fidélité aux valeurs léguées par les générations précé-

dentes", a écrit M. Boughali sur son compte sur les réseaux sociaux.

"Vous êtes le prolongement d'une mémoire nationale vivante, qui s'écrit par la détermination et le savoir et qui poursuit avec constance la marche d'édification d'une Algérie forte et victorieuse", a ajouté M. Boughali en s'adressant aux étudiants.

RA

NASRI ADRESSE SES VŒUX AUX ÉTUDIANTS ALGÉRIENS À L'OCCASION DE LA CÉLÉBRATION DE LEUR JOURNÉE NATIONALE

Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a adressé ses vœux, lundi, aux étudiants algériens, à l'occasion de la célébration de leur journée nationale, marquant le 70e anniversaire de la grève des étudiants (19 mai 1956).

"A l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant, nous nous remémorons, avec fierté, les sacrifices des étudiants algériens, qui ont fait du savoir une arme et du nationalisme un

principe, contribuant à la gloire de l'Algérie", a écrit M. Nasri sur son compte sur les réseaux sociaux.

M. Nasri a également salué l'intérêt que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde aux étudiants, "étant convaincu que l'investissement dans le savoir est la base même de l'édification de l'Algérie victorieuse promise à un avenir prospère".

RA

HADJ 2026

BELMEHDI INSISTE À MÉDINE POUR UNE PRISE EN CHARGE OPTIMALE DES HADJIS

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, président du bureau des affaires des hadjis algériens, M. Youcef Belmehdi, a insisté, lundi à Médine, sur la nécessité de redoubler d'efforts afin de garantir la prise en charge optimale des hadjis, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Dans une déclaration à son arrivée au siège de la mission algérienne à Médine, dans le cadre du suivi des préparatifs de la saison du hadj 1447H/2026, et afin de s'assurer sur le terrain de la prise en charge optimale des Hadjis algériens, M. Belmehdi a souligné que "le principal objectif du travail de la mission est de servir les hadjis algériens et de leur garantir l'accomplissement des rites du hadj dans les meilleures conditions, en application des orientations du président de la République, qui a insisté sur le fait que le service des hadjis constitue une priorité

absolue". Il a également précisé que les membres de la mission "sont appelés à redoubler d'efforts durant les prochaines étapes, notamment avec l'approche du transfert des hadjis vers les Lieux-Saints", ajoutant que "les résultats réalisés jusque-là sont source d'optimisme et augurent d'un bon début de la saison du hadj".

Dans ce cadre, M. Belmehdi a estimé que le succès de cette mission "se mesure au degré de satisfaction des hadjis, en leur permettant d'accomplir leurs rites en toute facilité et aisance", rappelant que la mission algérienne "occupe une place de choix parmi les différentes missions du hadj", d'où la nécessité, a-t-il ajouté, "de préserver l'image honorable de l'Algérie à travers la qualité des services fournis aux hadjis".

Le ministre a, en outre, rappelé la nécessité de respecter les règles et les procédures adoptées par les autorités saoudiennes, saluant les importantes facilités

accordées par le Royaume pour garantir le succès de la saison du Hadj, au service des hadjis.

Etaient présents, à cette occasion, l'ambassadeur d'Algérie au Royaume d'Arabie Saoudite, M. Oualid Cherif, le consul général d'Algérie à Djeddah, M. Mohamed El Habib Zahana, et plusieurs responsables de la mission.

Pour rappel, le nombre de hadjis algériens pour cette saison s'élève à 41.300 pèlerins. Les premiers vols vers les Lieux-Saints ont débuté le 29 avril dernier, dans le cadre d'un programme comprenant 144 vols répartis sur 12 aéroports à travers les différentes wilayas du pays.

Le dernier vol aller est programmé pour le 21 mai courant, tandis que les vols de retour commenceront à partir du 1er juin prochain.

RA

INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE

DES EXPERTS SALUENT L'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À ACCÉLÉRER LE PROCESSUS DE TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

Des économistes ont salué les orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, dimanche, en vue de développer l'industrie pétrochimique, estimant qu'elles reflètent son engagement à accélérer le processus de transformation économique et de passer à une nouvelle étape en matière de valorisation des ressources naturelles.

Dans ce cadre, l'expert international en développement économique, Abderrahmane Hadeff, a estimé, dans une déclaration à l'APS, que l'accent mis par le président de la République sur l'accélération des projets de transformation pétrochimique démontre une "volonté politique de poursuivre l'accélération du processus de transformation économique" et reflète "une conscience stratégique de l'importance de maîtriser les chaînes de production et de valeur, en tant que principale voie pour la construction d'une véritable souveraineté économique".

M. Hadeff a souligné que l'orientation vers les industries manufacturières "n'est plus un choix conjoncturel, mais une nécessité économique imposée par les nouvelles mutations mondiales", soulignant que "la puissance des Etats se mesure à leur capacité à produire de la connaissance, de la technologie et de la valeur ajoutée".

Il a ajouté que le développement de cette industrie constitue une "étape charnière dans le processus de maîtrise de la chaîne de valeur industrielle,

depuis l'extraction du pétrole et du gaz jusqu'à leur transformation en produits industriels à usages multiples et à haute valeur marchande".

Il a également salué l'orientation continue de l'Algérie à allouer davantage de ressources naturelles brutes (gaz naturel ou dérivés pétroliers) aux industries de transformation pour la production de plastiques, de polymères, d'engrais, de produits chimiques industriels et de divers produits utilisés dans les secteurs du bâtiment, de l'agriculture et de l'industrie pharmaceutique, au lieu de les exporter à l'état brut.

Cette approche permettra, a-t-il dit, de réaliser une plus grande intégration locale et de réduire la dépendance aux importations, tout en ouvrant la voie à l'émergence d'un écosystème industriel intégré reliant les petites et moyennes entreprises (PME) aux grands groupes industriels au sein d'un réseau de production national interconnecté, créant ainsi une forte valeur ajoutée locale.

De son côté, l'économiste Houari Tigharsi a expliqué que l'expertise acquise par l'Algérie dans l'exploration, la production, le transport et la transforma-

tion est à même de donner un nouvel élan aux industries pétrochimiques telles que le plastique, les engrais, les fibres synthétiques, le caoutchouc synthétique et divers produits chimiques utilisés dans de nombreuses filières industrielles, contribuant ainsi à augmenter la part des ressources valorisées localement.

Il a souligné que l'Algérie possède tous les atouts nécessaires pour réussir cette industrie, notamment un vaste réseau de transport de gaz et de pétrole, ainsi que de nombreux ports, des zones industrielles extensibles, la disponibilité locale de la matière première et une expertise technique et d'ingénierie accumulée.

Evoquant le projet de phosphate intégré de Bled El Hadba (Tébessa), l'expert a indiqué que l'accélération de sa réalisation revêt des "dimensions économiques et stratégiques majeures, compte tenu des importantes réserves de phosphate dont dispose l'Algérie et de la hausse croissante de la demande mondiale sur les engrais", soulignant que la véritable valeur "ne réside pas seulement dans l'extraction de la ma-

tière brute, mais dans sa transformation au sein du tissu industriel national".

Pour rappel, le président de la République avait insisté, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres, sur la nécessité de redoubler d'efforts pour créer un tissu industriel intégré dans le domaine de la pétrochimie, qui permettra à l'Algérie d'être en tête des pays producteurs dans ce secteur.

Il a également souligné "la nécessité d'intensifier le travail et de redoubler d'efforts dans le domaine de la pétrochimie, afin de créer un tissu industriel intégré, à la hauteur de l'expertise de l'Algérie dans le secteur des hydrocarbures", ajoutant que "l'objectif suprême dans ce domaine est de permettre à l'Algérie d'être en tête des pays producteurs de ces matières, notamment l'hélium".

Le président de la République a aussi ordonné d'accélérer "l'exploitation des importantes potentialités dont dispose l'Algérie pour la production de matières premières utilisées dans l'industrie du plastique, ce qui permettra de réduire l'importation".

AGRICULTURE ET PÊCHE

LA PRODUCTION LOCALE D'INTRANTS AU CŒUR DES PRIORITÉS DU SECTEUR

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a indiqué, lundi à Alger, que son secteur a placé la production locale d'intrants agricoles au cœur de ses priorités afin de garantir la sécurité alimentaire.

Présidant aux côtés du ministre égyptien de l'Agriculture et de la Mise en valeur des terres, Alaa Eddine Farouk, la cérémonie d'ouverture de la 24e édition du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et des industries agroalimentaires (SIPSA-FILAHA & AGROFOOD 2026), M. Oualid a précisé que "le taux d'intégration constitue l'un des principaux défis auxquels fait face l'agriculture algérienne", soulignant l'importance de produire les intrants agricoles localement.

Parmi les principaux objectifs de la nouvelle stratégie du secteur figurent la production locale d'aliments de bétail et de semences, notamment les semences hybrides, ainsi que la disponibilité des ressources génétiques au niveau local, a expliqué le ministre, relevant que des efforts sont en cours pour la récupération des races locales à haut rendement.

Et d'ajouter que la réalisation de ces objectifs se fait de manière "scientifique et rigoureuse" et nécessite "le recours à la recherche et au savoir", faisant état d'une coordination avec le secteur de l'enseignement supérieur dans ce cadre.

Concernant l'exportation des produits agricoles, M. Oualid a salué les efforts consentis dans ce domaine, ajoutant que le secteur est en me-

sure de réaliser de meilleurs résultats s'il parvient à relever le défi du renforcement de la compétitivité, de l'amélioration de la qualité et de la transformation.

A ce propos, il a indiqué que l'orientation vers l'industrie manufacturière offre une plus grande valeur ajoutée et des capacités d'exportation accrues, ce qui a conduit à une série de réformes au sein du

groupe public AGRODIV, visant à développer l'agriculture contractuelle.

Le recours à l'agriculture contractuelle permettra de protéger l'agriculteur des fluctuations du marché, celui-ci se consacrant exclusivement à ses objectifs de production, sans intervenir dans les étapes post-production telles que la distribution, la commercialisation et la transformation, a expliqué le ministre.

Dans le même sillage, M. Oualid a mis en exergue l'importance des réformes en cours visant à améliorer les conditions d'exercice de l'activité agricole, à travers la protection sociale et la clarification des questions liées à la fiscalité, en sus de la redéfinition juridique de l'agriculteur.

Il a précisé, à ce titre, que les textes réglementaires relatifs à l'octroi de la qualité d'agriculteur ont été amendés pour être reliés à l'activité agricole elle-même et non à la terre, ce qui permet d'élargir l'accès aux programmes de soutien public de l'Etat.

D'autre part, le ministre a mis en relief les vastes opportunités d'investissement dans le

Grand Sud, évoquant "le grand bond" réalisé par le pays dans le domaine de l'agriculture saharienne, où les superficies cultivées ont augmenté de 40% lors de la dernière saison.

De son côté, le ministre égyptien a affirmé que le secteur de l'agriculture et de la production animale représente l'un des domaines les plus prometteurs pour renforcer la coopération bilatérale entre l'Algérie et l'Egypte, particulièrement face aux défis mondiaux liés à la sécurité alimentaire.

Il a, en outre, indiqué que son pays est convaincu que l'intégration agricole arabe et africaine est devenue une nécessité impérieuse au regard des défis climatiques et des situations géostratégiques, ajoutant que l'Egypte aspire à élargir la coopération avec l'Algérie, notamment dans l'amélioration des races animales, le développement des systèmes d'irrigation modernes, la recherche et les technologies agricoles.

Le salon SIPSA-FILAHA & AGROFOOD 2026 enregistre la participation de 850 exposants algériens et étrangers issus de 40 pays, dont l'Egypte, le Niger et la Mauritanie, choisis comme invités d'honneur de cette édition.

Placée sous le slogan "Moderniser l'agriculture, renforcer la souveraineté alimentaire et anticiper l'avenir", cette manifestation économique devrait attirer plus de 40.000 visiteurs, selon les organisateurs.

RA

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE DU MOZAMBIQUE APPELLE À TIRER PARTI DE L'EXPERTISE ALGÉRIENNE

La présidente de l'Assemblée de la République du Mozambique, Margarida Adamugi Talapa, a salué, lundi, les progrès réalisés par l'Algérie dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, appelant à tirer parti de son expertise dans ce domaine, a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique.

Lors d'une visite à l'Unité de production du groupe public Saidal de Zemirli, la présidente de l'Assemblée du Mozambique, qui était accompagnée d'une délégation, a pris connaissance des capacités de production et de l'expertise dont dispose l'Algérie dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, avant de suivre un exposé détaillé sur l'activité du groupe Saidal, mettant en avant ses capacités industrielles, ses projets stratégiques et ses perspectives dans le domaine de l'exportation, précise le communiqué.

Mme Adamugi Talapa a également pris connaissance de la chaîne de production des médicaments

au niveau de cette Unité.

Saluant les progrès réalisés par l'Algérie dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, elle a souhaité voir les relations bilatérales dans ce domaine se développer, tout en évoquant la possibilité d'ouverture d'unités industrielles relevant du groupe Saidal au Mozambique pour contribuer à répondre aux besoins du marché local en produits pharmaceutiques.

Elle a, dans ce cadre, appelé à tirer parti de l'expertise algérienne dans le domaine de la production de médicaments, notamment à travers l'accompagnement technique et la formation pour développer

ce secteur au Mozambique.

La visite de la présidente de l'Assemblée de la République du Mozambique à l'Unité de production de Saidal s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions de la Conférence ministérielle africaine sur la production locale de médicaments et autres technologies de santé, organisée en novembre dernier à Alger, sous le haut patronage du président de la République, conclut le communiqué.

RA

EL-MEGHAÏER UN MODÈLE DE PROGRÈS ÉLECTRIQUE ET GAZIER, DÉCLARE MOURAD ADJAL

Lors d'une visite de travail lundi à El-Meghaïer, Mourad Adjal, ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, a salué des avancées notables dans les services publics d'électricité et de gaz, avec des indicateurs de développement prometteurs pour la wilaya.

Par Kahina Baghdad

Grâce aux investissements publics dans le secteur énergétique, la région affiche désormais un taux de couverture électrique de 98 % et un raccordement au gaz naturel atteignant 90 %. Le ministre a également souligné une "autosuffisance remarquable" en production électrique, dépassant les 240 mégawatts, alors que seulement 158

mégawatts sont nécessaires en période de pointe, témoignant d'une amélioration du service public et d'une réponse efficace à la demande industrielle et agricole locale.

Des projets structurants sont en cours, comme les lignes de transfert électrique reliant El-Meghaïer et Oum-Tiour, attendues pour 2027. Côté agricole, plus de 1 591 exploitations sont déjà raccordées, et 1 600 autres sont programmées. Enfin, le ministre a inauguré le nouveau siège de la direction de Sonelgaz-distribution, un bâtiment moderne de 5 000 m² situé dans la cité 17 octobre, offrant des conditions de travail optimales pour un service public de qualité. Plus tôt dans la journée, M. Adjal avait mis en service une centrale photovoltaïque de 200 mégawatts à Tendla, première étape d'un vaste programme national visant 15 000 mégawatts d'ici 2035, dont 3 200 mégawatts dans une première phase.

K.B



EL-MENIAA TRANSMETTRE ET VALORISER LA TAPISSERIE ANCESTRALE

Au Musée public national d'El-Meniaa, une exposition dédiée à la tapisserie traditionnelle locale a mis en lumière les perspectives de valorisation et de promotion de ce patrimoine, dans le cadre du Mois du Patrimoine (18 avril-18 mai). Intitulée « Le tapis traditionnel : patrimoine séculaire et perspectives prometteuses », l'événement a rassemblé des artisanes spécialisées dans le tissage et la confection du tapis, venues des différentes communes de la wilaya, afin de faire rayonner ce produit ancestral. Selon Hiba Ressioui, directrice du musée, cette

manifestation met en valeur une facette authentique du patrimoine qui raconte l'histoire créative de la femme algérienne. L'objectif est double : préserver ce savoir-faire menacé de disparition et encourager les artisanes à pérenniser un métier séculaire, source de subsistance pour de nombreuses familles.

L'artisane Aïcha Ghomid a souligné l'importance de protéger cet héritage et de le transmettre aux générations futures, car il incarne la grande histoire et l'authenticité de la région. Elle a plaidé pour l'organisation d'ateliers

d'artisanat, qui non seulement contribueraient à perpétuer ce legs, mais généreraient aussi de nouvelles ressources grâce à la vente de produits aux touristes visitant la région. L'exposition, qui s'est tenue les 16 et 17 mai, a également proposé une conférence sur les activités artisanales liées à la tapisserie. À cette occasion, Hadjer Azizaoui, formatrice spécialisée dans la teinture de la laine à base de plantes, a présenté les techniques de coloration naturelle, le choix des matières premières comme la laine brute, ainsi que les méthodes d'utilisation des plantes tinctoriales.

MÉDÉA DES TRAVAUX D'OUVERTURE DE NOUVELLES ROUTES EN ZONES RURALES "BIENTÔT" LANCÉS

Des travaux d'ouverture et d'aménagement de nouvelles routes seront lancés "bientôt" à travers de nombreuses zones rurales de la wilaya de Médéa dans le but de revitaliser ces régions et désenclaver leurs villages et hameaux enclavés, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.

Ces travaux sont financés dans le cadre de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités (CGSCL) et du programme d'aide au développement sociale et économique des communes (ADSEC), au titre de l'exercice 2026, a-t-on fait savoir.

Une fois réalisées, ces routes vont désenclaver plusieurs villages éparpillés à travers les zones rurales des communes de Si-Mahdjoub, Ouled-Antar, El-Azzizia, Tablat, Harbil, Ouamri, Ouled-Deid et Guelb El-Kebir, a-t-on indiqué.

Ces routes seront reliées à des chemins communaux et de wilaya qui assurent la jonction entre les chefs-lieux des communes ciblées et les régions concernées par ce projet,

facilitant, d'une part, le déplacement des habitants, et contribuant, d'autre part, au développement des activités agricoles, a souligné la même source. Les services de la wilaya citent, à ce propos, les projets d'ouverture et d'aménagement de routes pour le désenclavement des villages d'Ouled-Azziz, El-Aidaouia, Lasbet, dans la commune d'Ouled-Deid, les villages de Bouhaniche et Boualami, commune d'Ouamri, ainsi que les villages de Beni-Djoughlal, El-baida et Nouaoura, situés dans la commune de Tablat.

Des projets de désenclavement sont programmés également dans la commune de Harbil et cibleront les villages de Touahria et El-Merdja, en plus des projets qui toucheront les villages de Ouled Zidane (El-Azzizia), El-Hamra (Ouled Antar), Ain Mokrane (Si Mahdjoub) et El-Khechacheda, Ouled El-Hadj et Sidi Brahim, dans la commune de Guelb El-Kebir, a-t-on fait savoir.

R.A

SIDI BEL-ABBÈS CLÔTURE D'UNE SESSION DE FORMATION EN GESTION FISCALE DES MICRO-ENTREPRISES

La 25e session de formation organisée par le Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Université Djillali Liabès de Sidi Bel Abbès s'est achevée au terme de 11 jours d'activités, a indiqué lundi l'établissement d'enseignement supérieur. Consacrée au renforcement des compétences des étudiants et des porteurs de projets, elle a porté sur la gestion juridique, fiscale et financière des micro-entreprises, précise la même source. Selon la cellule d'information et de communication de l'université, cette formation s'inscrit dans le cadre de la stratégie conjointe du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à travers la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs d'entreprises universitaires, et de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA). L'initiative vise à doter les jeunes entrepreneurs de compétences clés pour assurer la pérennité de leurs projets, tout en consolidant le rôle de l'université comme moteur du développement économique.

Les participants à cette session, qui s'est déroulée à la bibliothèque centrale universitaire "Mansouri Abderrazek", ont bénéficié d'un programme intensif articulé, dans un premier

temps, autour de l'environnement fiscal et du système d'imposition en Algérie.

Les procédures administratives fiscales, l'ouverture des registres, le dépôt des déclarations périodiques ainsi que les dispositifs d'exonération et d'avantages fiscaux destinés aux micro-entreprises et aux startups ont été présentés par M. Nadji Omar, représentant de la direction des Impôts de la wilaya de Sidi Bel-Abbès.

Sur le plan pratique, les modules ont été encadrés par M. Zair, formateur à la NESDA, et ont porté sur les mécanismes d'accompagnement, l'élaboration de plans d'affaires ainsi que la réalisation d'études de faisabilité intégrées, couvrant les dimensions techniques, financières et marketing. Les stagiaires ont également été initiés à l'ingénierie financière et aux fondamentaux de la gestion des risques, afin de renforcer la viabilité et la compétitivité de leurs projets.

Le programme a enfin intégré des modules complémentaires consacrés à l'innovation, au prototypage et à la protection de la propriété intellectuelle, en coordination avec les incubateurs universitaires, conclut la même source.

R.A

SETIF ARRESTATION DE 14 INDIVIDUS POUR SPÉCULATION ILLÉGALE SUR LES VÉHICULES

Les éléments de la sûreté de daïra d'El Eulma (Sétif) ont saisi 10 véhicules et arrêté 14 individus dans le cadre d'une affaire de "spéculation illégale sur des véhicules", indique un communiqué publié lundi par la sûreté de wilaya.

Le document précise que cette opération a été menée à la suite d'une enquête approfondie effectuée par la brigade de lutte contre les crimes économiques et financiers de la sûreté de daïra d'El Eulma qui soupçonnait une activité spéculative autour de véhicules de type Fiat Doblo "Panorama" (vitrés) dans un espace de vente d'automobiles de la ville.

Les investigations des policiers ont permis d'identifier 10 individus employés par ledit espace de vente, soupçonnés d'avoir participé à une spéculation illicite en matière de commercialisation de véhicules et d'avoir porté atteinte, au moyen de manœuvres frauduleuses, aux systèmes de traitement automatisé des données, selon le même communiqué.

Il est également souligné sur le même document que 10 véhicules de la marque susmentionnée ont été saisis et que 4 clients ayant effectué plusieurs acquisitions de ce type de véhicules ont également été interpellés au cours de l'enquête.

Tous les suspects ont été déferés devant le tribunal d'El Eulma après accomplissement des formalités légales d'usage, conclut le communiqué de la sûreté de wilaya.

R.A

GRÂCE À UN VASTE PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS

LA ZAMBIE VEUT TRANSFORMER LE MAÏS EN MOTEUR DE PUISSANCE AGRICOLE RÉGIONALE

En Afrique subsaharienne, le maïs demeure bien plus qu'une simple culture agricole. Cette céréale, au cœur de l'alimentation quotidienne de millions de ménages, joue un rôle déterminant dans la stabilité alimentaire et dans les échanges commerciaux régionaux. Consciente de cet enjeu stratégique, la Zambie entend désormais franchir un cap majeur en faisant de cette filière un pilier de son développement économique et de son influence régionale.

Par Nawal Bordji

Les autorités zambiennes ont ainsi fixé un objectif particulièrement ambitieux : porter la production nationale de maïs à 10 millions de tonnes d'ici 2031. Une telle progression représenterait près du triple des 3,6 millions de tonnes récoltées en 2025. Cette orientation a été réaffirmée en avril dernier par le président Hakainde Hichilema lors d'échanges avec des partenaires vietnamiens, selon des informations relayées par le ministère zambien de l'Agriculture. À travers cette annonce, Lusaka affiche clairement sa volonté d'accélérer la transformation de son secteur agricole afin d'en faire un levier de croissance et d'intégration régionale.

Si cet objectif venait à être atteint, la Zambie rejoindrait le cercle restreint des plus grands producteurs africains de maïs. Au cours des dix dernières années, seuls quelques pays du continent ont réussi à dépasser la barre symbolique des 10 millions de tonnes. L'Afrique du Sud reste le principal acteur du secteur avec une récolte ayant approché les 13 millions de tonnes en 2024, selon les statistiques de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Derrière Pretoria figurent l'Éthiopie avec 11,7 millions de tonnes, le Nigeria avec 11,1 millions et la Tanzanie avec un peu plus de 10 millions de tonnes.

Pour atteindre ce niveau, le gouvernement zambien mise sur un important programme de modernisation agricole. Celui-ci



repose principalement sur le «
Zambian HandInHand Investment Plan », une stratégie élaborée avec l'appui technique de la FAO et officiellement dévoilée en octobre 2025 à Rome, lors du Forum mondial de l'alimentation. Ce programme, qui couvre la période 2025-2030, prévoit la mobilisation de 760 millions de dollars destinés à renforcer l'ensemble de la chaîne de valeur du maïs.

Les investissements envisagés concernent plusieurs domaines jugés essentiels pour améliorer durablement les performances agricoles. Une place importante sera accordée à la mécanisation afin de réduire la dépendance aux méthodes traditionnelles encore largement utilisées dans les exploitations rurales. Les autorités prévoient notamment la création de 838 pôles intégrés de mécanisation répartis sur le territoire national. Ces structures permettront aux agriculteurs d'accéder à des équipements agricoles en location, aussi bien pour la culture du maïs que pour d'autres productions vivrières.

Le développement de l'irrigation constitue également un axe prioritaire de cette stratégie. Face aux effets grandissants des variations climatiques et des épisodes de sécheresse, Lusaka veut sécuriser les rendements agricoles grâce à des infrastructures modernes. Le plan

prévoit ainsi de fournir à près de 50 000 agriculteurs des kits d'irrigation composés notamment de forages, de pompes alimentées à l'énergie solaire et de systèmes de goutte-à-goutte. Ces équipements seront accessibles dans le cadre de mécanismes de financement à taux préférentiels afin de faciliter leur adoption par les producteurs.

Les autorités zambiennes veulent également agir sur les pertes post-récolte, qui représentent un frein important à la rentabilité du secteur agricole africain. Le programme prévoit la construction de 200 entrepôts de stockage, chacun doté d'une capacité de 5 000 tonnes. Ces infrastructures permettront d'améliorer la conservation des récoltes, de faciliter la commercialisation et de réduire les pertes liées au manque de stockage adapté. Les entrepôts seront ensuite loués à des négociants spécialisés dans les céréales afin de renforcer les circuits de distribution et de soutenir les échanges commerciaux.

Au-delà des infrastructures, la Zambie cherche aussi à améliorer la qualité de ses semences et à promouvoir une agriculture plus performante sur le plan nutritionnel. L'objectif est d'augmenter les rendements tout en renforçant la résilience des cultures face aux changements climatiques. Cette orientation explique l'intérêt croissant

du gouvernement pour les partenariats internationaux et les transferts de technologies agricoles.

La récente rencontre entre le président Hichilema et des investisseurs vietnamiens illustre cette volonté d'ouverture vers des partenaires capables d'apporter une expertise technique, des innovations agricoles et un savoir-faire industriel. Lusaka considère en effet que la coopération internationale sera indispensable pour accélérer la modernisation du secteur et améliorer la compétitivité de la production nationale sur les marchés régionaux.

La stratégie zambienne ne se limite toutefois pas à satisfaire les besoins du marché intérieur. Avec une consommation annuelle de maïs estimée à environ 3 millions de tonnes, le pays dispose déjà d'une situation d'autosuffisance alimentaire relativement solide. L'augmentation massive de la production devrait donc générer des excédents importants pouvant être orientés vers les exportations ou vers la constitution de réserves stratégiques destinées à prévenir d'éventuelles crises alimentaires.

Cette dynamique est déjà visible dans les échanges commerciaux régionaux. D'après le département américain de l'Agriculture (USDA), la Zambie devrait exporter jusqu'à 400 000 tonnes de maïs vers le Malawi durant la campagne de commercialisation 2025-2026, via des circuits formels et informels. Cette demande régionale pourrait encore croître dans les prochaines années, notamment dans les pays voisins confrontés à des déficits de production.

Le potentiel commercial apparaît considérable pour Lusaka. Les données de la plateforme Trade Map indiquent que les pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), hors Zambie, ont importé en 2025 près de 3,56 millions de tonnes de maïs pour une valeur dépassant 1,13 milliard de dollars. Dans ce contexte, l'objectif des 10 millions de tonnes pourrait permettre au pays de renforcer fortement sa présence sur le marché régional et de devenir un fournisseur incontournable en Afrique australe.

N.B

MINES D'OR

LE GHANA NOUVEL ELDORADO ?

Au Ghana, le projet aurifère Enchi entre progressivement dans une phase décisive de son développement. La compagnie canadienne Newcore Gold cherche désormais à consolider les bases techniques et financières nécessaires à la création d'une nouvelle mine d'or dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, alors que le marché mondial bénéficie d'une forte envolée des prix du métal précieux.

Dans cette perspective, l'entreprise a annoncé, le 14 mai, son intention de mobiliser près de 10 millions de dollars canadiens, soit environ 7,27 millions de dollars américains. Cette opération financière, organisée sous la forme d'une prise ferme conduite par un syndicat d'investisseurs, témoigne de l'intérêt croissant du marché pour le projet Enchi et pour les perspectives qu'offre actuellement le secteur aurifère.

Cette nouvelle levée de capitaux intervient quelques semaines seulement après une autre opération réalisée en mars dernier. À cette occasion, la société avait déjà obtenu 10,3 millions de dollars canadiens grâce à l'exercice de bons de souscription détenus par plusieurs investisseurs. L'enchaînement rapide de ces financements illustre une nette accélération des flux de capitaux dirigés vers la compagnie au cours de l'année 2026.

En quelques mois, l'entreprise a déjà mobilisé autant de ressources financières qu'au cours de toute l'année précédente. En 2025, Newcore

Gold avait procédé à deux levées de fonds distinctes sur les marchés boursiers, récoltant respectivement 15 millions puis 3,8 millions de dollars canadiens. Cette capacité à attirer les investisseurs traduit la confiance grandissante accordée au potentiel du projet ghanéen.

L'intérêt suscité par Enchi s'explique aussi par l'environnement favorable du marché de l'or. Le métal jaune a enregistré une progression spectaculaire de ses prix au cours de l'année écoulée, avec une hausse dépassant les 60 %. Cette tendance renforce l'attractivité des projets miniers en développement et améliore les perspectives de rentabilité des futures exploitations.

Pour la société canadienne, ces financements réussis constituent surtout un moyen de renforcer sa structure financière à un moment stratégique. Le projet Enchi franchit en effet une étape importante avec la réalisation d'une étude de pré faisabilité, communément appelée PFS. Ce travail doit permettre d'établir les premiers paramètres économiques et techniques d'une éventuelle exploitation industrielle sur le site aurifère.

À ce stade des recherches, le gisement abriterait environ 1,50 million d'onces de ressources indiquées ainsi que 626 000 onces de ressources inférées. Ces données représentent une base importante pour évaluer le potentiel futur de la mine et déterminer les conditions nécessaires à sa mise en production.

Le rapport de pré faisabilité attendu en juin devrait fournir des indications essentielles concernant les coûts d'exploitation, les méthodes minières envisagées, les besoins en infrastructures et les perspectives économiques globales du projet. Cette étude constitue une étape incontournable dans le développement d'un projet minier, car elle permet de mesurer sa viabilité avant toute décision d'investissement à grande échelle. Une fois cette phase achevée, des travaux supplémentaires devront être engagés afin de convertir une partie des ressources minérales en réserves exploitables. Cette transformation est essentielle pour confirmer la faisabilité économique du futur site aurifère et rassurer davantage les investisseurs potentiels. Parallèlement, Newcore Gold prévoit de finaliser la nouvelle levée de fonds autour du 28 mai. L'opération reste toutefois conditionnée à l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires, notamment l'approbation de la Toronto Stock Exchange, où la société est cotée.

À travers ces différentes démarches, la compagnie canadienne cherche à accélérer la maturation du projet Enchi dans un contexte particulièrement favorable au secteur aurifère mondial. Entre hausse des prix de l'or, soutien des investisseurs et progression des études techniques, le chantier ghanéen apparaît désormais comme l'un des projets les plus suivis de la société en Afrique de l'Ouest.

N.B

PRESSIONS MONDIALES SUR L'EMPLOI

LES RÉPERCUSSIONS DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT SONT PLANÉTAIRES

L'Organisation internationale du travail (OIT) a prévenu lundi, dans un nouveau rapport, que la crise qui sévit au Moyen-Orient aggrave désormais l'emploi, les conditions de travail et les niveaux de revenus dans le monde entier, et pas seulement dans les zones directement touchées.

Par Karim-Akli Daoudi

L'institution a ainsi observé une flambée des coûts énergétiques, des interruptions des voies de transport, des chaînes d'approvisionnement sous tension, une baisse du tourisme ainsi que des contraintes migratoires, autant de facteurs qui pèsent sur les économies et les marchés du travail. Le document précise que « le conflit devrait continuer d'affecter les marchés du travail pendant un certain temps, l'ampleur et la durée de ses effets dépendant de l'évolution de la situation ». L'OIT ajoute que ces impacts se propagent déjà par plusieurs canaux et pourraient s'intensifier dans une économie mondiale déjà fragilisée par une croissance atone et des déficits de travail décent. À titre d'illustration, si les prix du pétrole augmentaient d'environ 50 % par rapport au début de 2026, le volume global d'heures travaillées dans le monde reculerait de 0,5 % en 2026 puis de 1,1 % en 2027, ce qui correspondrait à « 14 millions puis 38 millions d'emplois à temps plein ». Parallèlement, les revenus réels du travail chuteraient de 1,1 % puis de 3 %, représentant respectivement quelque 1 100 milliards et 3 000 milliards de dollars, tandis que le chômage mondial grimperait de 0,1 % en 2026



et de 0,5 % en 2027. L'organisation souligne que ces effets seront très inégaux selon les zones géographiques, les secteurs et les catégories de travailleurs, les États arabes et la région Asie-Pacifique étant identifiés comme « les régions les plus exposées ». L'économiste en chef de l'OIT, Sangheon Lee, qualifie ce choc de « lent mais potentiellement durable », susceptible d'éroder progressivement les conditions d'un travail décent. Dans les États arabes, en cas de crise prolongée, les heures travaillées pourraient baisser de 3,7 %, et même de 10,2 % en cas d'escalade majeure, l'OIT redoutant que « les travailleurs migrants devraient supporter une part disproportionnée » de l'ajustement du marché du travail. Quant à l'Asie-Pacifique, sa dépendance à l'égard des importations d'énergie et des migrations de main-d'œuvre liées au Golfe « entraîne des effets de contagion ». Pour l'ensemble de cette région, le recul des heures travaillées at-

teindrait 0,7 % en 2026 et 1,5 % en 2027, et les revenus réels du travail pourraient diminuer respectivement de 1,5 % et de 4,3 %. L'OIT alerte également sur le fait que la diminution des embauches dans les pays du Golfe « exerce une pression sur les migrations et les envois de fonds », une source vitale de revenus pour de nombreux foyers et communautés d'Asie du Sud et du Sud-Est.

Enfin, l'organisation constate que les réponses politiques mises en œuvre à travers le monde restent « inégales, fragmentées et souvent limitées », et appelle à « renforcer l'accent sur l'emploi et les revenus » ainsi qu'à « veiller à ce que les mesures atteignent les travailleurs et les entreprises les plus touchés, en particulier les personnes travaillant dans l'économie informelle, les travailleurs migrants, les personnes réfugiées et les petites entreprises ».

KAD

RDC/EBOLA

ENVIRON 350 CAS ET 91 DÉCÈS SIGNALÉS

Environ 350 cas suspects d'Ebola et 91 décès probables ont été enregistrés en République démocratique du Congo (RDC), a annoncé le ministre congolais de la Santé. "59 malades sont activement pris en charge actuellement. Au total, nous sommes autour de 350 cas suspects. En termes de décès, 91 décès ont été déclarés, mais ce sont des décès probables", a déclaré le ministre, Roger Kamba cité lundi par les médias locaux. Trois nouveaux sites de traitement d'Ebola sont en cours d'installation à Rwampara, Mongwalu et Bunia, considérés comme les principaux épicentres de l'épidémie, afin d'accroître la capacité d'accueil des structures sanitaires face à l'ampleur de l'épidémie, a-t-il précisé. Les autorités sanitaires congolaises ont déclaré vendredi une nouvelle épidémie d'Ebola en Ituri, la 17e enregistrée dans le pays depuis 1976. L'épidémie actuelle est due à la souche Bundibugyo, pour laquelle aucun vaccin spécifique n'est actuellement disponible, et présente un risque élevé de propagation régionale. Des cas ont également été signalés dans la province voisine du Nord-Kivu, notamment à Goma.

Dimanche, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que l'épidémie en RDC et en Ouganda constituait une urgence de santé publique de portée internationale

RI

TURQUIE

QUATRE MORTS ET HUIT BLESSÉS DANS UNE FUSILLADE

Quatre personnes ont été tuées et huit autres blessées lundi par un homme armé dans la province turque de Mersin (sud), ont rapporté des médias locaux. Selon ces médias, le suspect, toujours recherché, a d'abord ouvert le feu dans un restaurant, tuant le propriétaire de l'établissement et un employé, et blessant plusieurs clients, avant de tuer deux autres hommes au cours de sa fuite. Des images diffusées par des médias locaux montrent un hélicoptère survolant la zone à la recherche du suspect, ainsi que des ambulances transférant des blessés vers un grand hôpital des alentours.

Les médias affirment que le tireur est âgé de 17 ans.

En avril, un adolescent de 14 ans avait ouvert le feu dans un établissement scolaire d'une grande ville située 180 km plus à l'est, tuant neuf élèves âgés de 10 et 11 ans ainsi qu'une enseignante.

RI

AGRESSION SIONISTE CONTRE LE LIBAN

PLUS DE 3.000 MARTYRS DEPUIS DÉBUT MARS

Le bilan de l'agression sioniste contre le Liban s'élève à 3.020 martyrs depuis le 2 mars, a annoncé lundi le ministère libanais de la Santé. Dans un communiqué relayé par l'agence de presse libanaise

ANI, le Centre des opérations d'urgence du ministère libanais de la Santé publique a indiqué que le bilan cumulé de l'agression sioniste depuis le 2 mars dernier s'élève à 3.020 martyrs et 9.273 blessés.

L'entité sioniste poursuit ses attaques contre le sud du Liban, en violation de la trêve entrée en vigueur depuis le 17 avril dernier.

RI

NIGERIA

46 PERSONNES ENLEVÉES PAR DES GROUPES ARMÉS

Au total, 46 personnes, principalement des enfants, ont été enlevées au Nigeria lors de l'attaque de trois écoles vendredi dans le sud du pays, menée par des groupes armés, a indiqué lundi l'Association des chrétiens du Nigeria (CAN).

Des hommes en armes ont simultanément attaqué vendredi l'école maternelle et primaire Baptiste de Yawota et deux autres établissements à Esiele, tous situés dans l'Etat d'Oyo. La police a évoqué une "attaque coordonnée". OLe Nigeria est confronté à des violences émanant de groupes terroristes et de

bandes criminelles, localement appelées "bandits", qui pratiquent des enlèvements contre rançon dans des régions rurales, surtout dans le nord et le centre du pays.

Les enlèvements dans des écoles sont rares dans l'Etat d'Oyo (sud), l'un des plus peuplés du Nigeria et dont la capitale, Ibadan, est un important centre éducatif du pays.

"Quarante-six personnes, principalement des élèves", ont été kidnappées, a expliqué le révérend Elisha Olukayode Ogundiya, président de la CAN dans l'Etat d'Oyo, précisant que les enfants sont âgés

"de deux à 16 ans".

Dimanche, le gouverneur d'Oyo, Seyi Makinde, avait affirmé, lors d'une conférence de presse, que sept enseignants faisaient partie des personnes enlevées et qu'un professeur d'études coraniques avait été tué pendant l'attaque.

Selon lui, les attaquants appartiennent à des groupes armés qui fuient leur fief du nord-ouest du pays, où ils subissent une intense pression de la part des forces armées nigérianes.

RI

SYRIE

NOUVELLE INCURSION SIONISTE DANS LA CAMPAGNE DE QOUNEITRA AU SUD DU PAYS

Les forces d'occupation sionistes ont de nouveau opéré, lundi, une incursion dans la campagne sud de la province de Qouneitra, au sud de la Syrie.

Selon des sources locales, une force sioniste composée de plusieurs véhicules militaires est entrée dans le village d'Al-Acha, où elle a effectué des raids et fouillé plusieurs maisons avant de se retirer.

Dimanche, une force militaire sioniste, composée de trois chars et de

deux véhicules militaires, avait pénétré dans la zone frontalière du Wadi Al-Raqad, menant des mouvements sur le terrain près du village de Jamlah, avant de se positionner temporairement dans la zone.

Par ailleurs, une autre force d'occupation avait pénétré dans la soirée de samedi dernier, sur la route reliant les villages de Konda et Buraiqa, dans la campagne sud de Qouneitra, où elle a installé un point

de contrôle avant de se retirer.

Les forces d'occupation sionistes poursuivent leurs violations de l'accord de désengagement de 1974 à travers des incursions et des agressions répétées. La Syrie ne cesse d'appeler la communauté internationale à assumer ses responsabilités, à mettre fin aux pratiques de l'occupation et à contraindre l'entité sioniste à se retirer totalement du sud du pays.

RI

BOITE E-MAIL ET STOCKAGE DE DONNÉES

GOOGLE RÉDUIT LA CAPACITÉ GRATUITE À 5 GO

Google prépare un changement majeur pour Gmail : l'espace de stockage gratuit passerait de 15 Go à 5 Go par défaut, avec la possibilité de conserver les 15 Go uniquement en fournissant un numéro de téléphone, relançant ainsi le débat sur la gratuité conditionnée par la collecte de données personnelles.

Par Yakout Abina

Google expérimente une nouvelle règle pour ses comptes gratuits. Désormais, l'espace par défaut est limité à 5 Go, contre 15 Go auparavant. Les utilisateurs qui acceptent de lier leur numéro de téléphone peuvent toutefois bénéficier des 15 Go complets. Une pratique qui pourrait attirer l'attention des autorités européennes, notamment au regard du RGPD, qui encadre strictement l'usage des données personnelles.

Depuis 2013, chaque compte Google offrait 15 Go de stockage partagé entre Gmail, Drive et Photos. Une générosité relative, surtout comparée à Apple qui n'a jamais dépassé les 5 Go gratuits sur iCloud. Mais entre le 4 février et le 18 mars 2026, Google a discrètement modifié sa documentation officielle : la mention « votre compte Google inclut 15 Go



» est devenue « jusqu'à 15 Go ». Deux mots qui traduisent un changement de philosophie et qui pourraient avoir des conséquences juridiques et concurrentielles.

Le changement a été perçu sur Reddit, puis confirmé par plusieurs médias le 14 mai dernier, à travers des tests de création et une vérification dans la Wayback Machine. Désormais, à l'ouverture d'un nouveau compte, Google propose deux scénarios : soit l'utilisateur accepte de fournir son numéro de téléphone et bénéficie de 15 Go de stockage gratuit, soit il refuse et se contente de 5 Go. La formulation affichée par la plateforme ne laisse guère de doute : « Débloquez 15 Go de stockage gratuitement en utilisant votre numéro de téléphone. »

Interrogé par le média américain

Engadget, Google a confirmé qu'il s'agissait d'un test régional mené pour inciter les utilisateurs à renforcer la sécurité de leur compte. Les pays identifiés sont pour l'instant le Kenya et le Nigeria.

Le règlement européen sur la protection des données (RGPD) impose des conditions strictes à l'utilisation des informations personnelles. L'article 7 exige que le consentement soit « libre », c'est-à-dire non conditionné à l'accès à un service. L'article 5 impose quant à lui la minimisation des données collectées. Or, un numéro de téléphone n'est pas indispensable pour offrir du stockage d'e-mails ou de fichiers. Dans ce contexte, si Google étendait son dispositif en Europe, les régulateurs pourraient estimer que la pratique contrevient à ces principes. L'entreprise est déjà

sous surveillance renforcée depuis qu'elle a été désignée contrôleur d'accès sur Gmail par le Digital Markets Act en 2024. Pour l'heure, aucune procédure n'est ouverte, puisque le test n'est pas actif en Europe.

Face à une telle décision, plusieurs acteurs européens rappellent qu'il existe des solutions sans contrepartie. En Suisse, Infomaniak Drive propose 15 Go gratuits hébergés à Genève, avec une politique de souveraineté numérique affirmée. Du côté de la confidentialité, Proton Drive offre 5 Go gratuits assortis d'un chiffrement de bout en bout, garantissant que seul l'utilisateur peut accéder à ses fichiers. En Allemagne, Filen monte à 10 Go gratuits, également chiffrés, offrant un compromis entre capacité et sécurité. Enfin, en France, Mailo reste une option pour ceux qui privilégient un service de messagerie souverain et indépendant. Ce n'est pas la première fois que Google resserre les conditions de sa gratuité. En juin 2021, la firme avait mis fin au stockage illimité de Google Photos, contraignant des millions d'utilisateurs à migrer vers l'offre payante Google One. Le principe reste inchangé : la gratuité se paie par les données personnelles. Mais cette fois, la contrepartie est formulée de manière plus explicite, ce qui relance le débat sur la valeur réelle de ces services « gratuits » et sur l'importance de solutions alternatives, souvent européennes, qui misent sur la transparence et la protection des données.

Y.A

SMARTPHONES

SAMSUNG GALAXY BOOSTÉ À L'IA ?

Par Salim Nait Ouguelmim

L'intelligence artificielle de votre prochain téléphone pourrait bien fonctionner sans jamais envoyer vos données dans le cloud. La raison tient en trois lettres : HBM, cette mémoire empilée en 3D que l'on trouve aujourd'hui dans les GPU Nvidia et AMD des data centers.

Samsung, qui en produit déjà pour les serveurs, adapte désormais cette technologie aux contraintes du mobile — faible encombrement et sobriété énergétique — avec un gain annoncé de 30 % de bande passante supplémentaire par rapport à la mémoire mobile actuelle. SK Hynix prépare une approche concurrente baptisée Vertical Fan-Out, et les deux géants coréens sont déjà en discussion avec Apple, Qualcomm et MediaTek.

Ce n'est pas un sujet nouveau. En février 2025, Song Jae-hyuk, directeur technique de la division semi conducteurs de Samsung, présentait à la conférence ISSCC une technologie appelée LPW DRAM, qu'il qualifiait lui-même de « HBM mobile ». Objectifs affichés : un débit de plus de 200 Go/s, soit 166 % de mieux que le LPDDR5X actuel, et une consommation réduite de moitié. Les premiers produits commerciaux sont annoncés pour 2028, et Samsung co-développerait cette brique avec Apple et sa propre division Galaxy.

Pourquoi un tel engouement ? Parce que la mémoire est aujourd'hui le véritable goulet d'étranglement de l'IA sur Smartphone. Les assistants

embarqués comme Gemini Nano chez Google ou Phi-3 mini chez Microsoft fonctionnent avec des versions allégées de modèles de langage. Pour des tâches simples, le résultat est correct. Mais dès que la complexité augmente, le téléphone renvoie la requête au cloud, faute de bande passante suffisante. La mémoire LPDDR5X qui équipe les Smartphones haut de gamme ne débite pas assez vite pour alimenter un vrai réseau de neurones en temps réel. Reste un obstacle que la technologie seule ne lèvera pas : le prix. La DRAM mobile a atteint des niveaux historiquement élevés en 2025-2026, portée par la demande IA côté serveurs. Tant que cette tension persiste, les fabricants de Smartphones hésiteront à intégrer une mémoire plus coûteuse dans des appareils grand public. La course est pourtant lancée entre Samsung et SK Hynix, avec en embuscade Qualcomm, MediaTek et Apple, qui devront adapter leurs processeurs pour tirer parti de ces nouvelles mémoires.

Pour les utilisateurs européens, les conséquences sont vertueuses. L'IA embarquée traite les données localement, sans transferts vers un cloud américain ou asiatique — ceux de Google, OpenAI ou Anthropic. Le RGPD et l'AI Act encouragent précisément ce traitement local des données personnelles. Un Smartphone capable de faire tourner un assistant IA complet sans connexion cloud réduirait la dépendance aux serveurs étrangers et la surface d'exposition aux transferts hors UE.

S.N.O

PUCES ET GÉOPOLITIQUE

APPLE ET INTEL PARTENAIRES DE NOUVEAU

L'ironie est belle : en 2020, Apple claquait la porte d'Intel, jugé incapable de suivre la cadence sur les processeurs. Six ans plus tard, le voilà qui revient, certes par la petite porte, mais avec un contrat de fabrication. Selon l'analyste Ming-Chi Kuo, spécialiste des chaînes d'approvisionnement d'Apple, Intel a entamé les premiers tests de production de puces Apple sur son procédé 18A-P, un nœud comparable à celui que TSMC utilise pour les actuelles puces A18 Pro. Les tests sont en cours depuis début mai 2026.

Ce retour n'a rien d'un hasard. Il est autant politique qu'industriel. L'administration Trump, qui détient 10 % d'Intel depuis le plan de sauvetage de 2025, pousse les géants de la tech à fabriquer davantage sur le sol américain. Tim Cook, présent le 14 mai dernier en Chine aux côtés de Donald Trump et d'Elon Musk, cultive l'équilibriste : plus de 100 millions de puces avancées commandées à l'usine TSMC d'Arizona, et un accord avec Intel pour les modèles d'entrée de gamme. L'objectif pour Apple est triple : diversifier ses sources face à TSMC, dont 60 % de la production reste concentrée à Taïwan, satisfaire les exigences de Washington, et faire pression sur les tarifs de ses fournisseurs alors que le coût de la mémoire flambe.

Quels produits sont concernés ? Pas les iPhone Pro ni les MacBook Pro. Intel fabriquera les puces les plus anciennes du catalogue, destinées aux appareils d'entrée de gamme : iPhone 17e, futurs iPad de base, MacBook Neo, et probablement une Apple TV remise à jour. Selon Kuo, 80 % de la commande concerne des puces pour iPhone. Les volumes annuels avoisineraient 15 à 20 millions d'unités, une fraction infime des plus de 200 millions d'iPhone produits chaque année par Apple.

Le calendrier est déjà tracé : tests en 2026, montée en cadence en 2027 avec un rendement cible de 50 à 60 %, pic de production en 2028, puis déclin progressif en 2029. TSMC, lui, conserve plus de 90 % de la production des puces Apple, et ce ratio ne devrait pas évoluer avant longtemps — sauf choc géopolitique majeur.

Pour Intel, l'accord est une validation industrielle que personne ne lui accordait il y a deux ans encore. L'ironie ultime ? Apple avait quitté Intel en estimant que ses processeurs n'étaient plus à la hauteur. Cette fois, ce sont les usines qui intéressent Cupertino, pas les designs.

S.N.O

MANGER ÉQUILBRÉE EN AFRIQUE

UN DÉFI PAS FACILE À RELEVER

Manger sainement demeure un défi quotidien pour des millions d'Africains. Entre hausse des prix, pauvreté persistante et inégalités régionales, l'accès à une alimentation équilibrée devient de plus en plus difficile. Une situation qui menace la santé publique, l'éducation et le développement humain.

Par Chaimaa Sadou

Cinq fruits et légumes par jour. Le slogan est mondial, l'assiette africaine reste vide. Pourtant, en Afrique, cette exigence nutritionnelle reste inaccessible pour une grande partie de la population. Selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), publié fin avril, près de deux Africains sur trois ne peuvent pas s'offrir un repas sain et équilibré.

En 2024, près d'un milliard de personnes vivaient sans accès régulier à un menu nutritif, contre 864 millions en 2019. Dans le même temps, le coût moyen d'une alimentation saine a augmenté de plus de 37 %, atteignant 4,41 dollars par personne et par jour, bien au-dessus du seuil d'extrême pauvreté fixé à 2,15 dollars. Même certains ménages considérés comme « non pauvres » n'ont plus les moyens de manger correctement.

Cette réalité varie selon les ré-



gions. L'Afrique de l'Est demeure la plus touchée avec plus de 365 millions de personnes concernées, suivie de l'Afrique de l'Ouest avec près de 320 millions. L'Afrique du Nord affiche des taux plus bas : 8,2 % en Tunisie, 13,6 % au Maroc. Mais dans plusieurs pays comme le Burundi, le Niger ou la République démocratique du Congo, plus de 80 % de la population reste privée d'alimentation saine. Au-delà des chiffres, les conséquences sont lourdes. Une mauvaise alimentation fragilise la santé, accroît les risques de maladies chroniques et affecte directement les capacités d'apprentissage des enfants. Dans les écoles, la malnutrition entraîne fatigue, difficultés de concentration et assimilation plus

lente des cours. L'Unicef confirme qu'un écolier bien nourri assimile deux fois mieux ses leçons qu'un enfant carencé. Pourtant, des millions d'élèves commencent leur journée le ventre vide, compromettant durablement leur avenir scolaire et professionnel. Des repas équilibrés à l'école sont un levier essentiel pour garantir au moins un repas nutritif par jour. Cette crise est aussi environnementale et économique. Les pertes agricoles après récolte, le manque d'infrastructures et les difficultés de transport contribuent à la hausse des prix. En Afrique subsaharienne, jusqu'à 40 % des fruits et légumes sont perdus avant d'atteindre les marchés. Résultat : la tomate triple de prix entre le champ et l'étal. Les

sécheresses et le changement climatique aggravent la situation des agriculteurs et réduisent les productions locales. Derrière chaque chiffre se cache un visage : celui d'une mère qui renonce aux légumes pour nourrir ses enfants, celui d'un élève qui suit les cours l'estomac vide. Manger sain : une nécessité vitale.

Face à ce défi, la FAO appelle les gouvernements africains à revoir leurs politiques alimentaires. L'objectif n'est plus seulement de garantir des quantités suffisantes de nourriture, mais de privilégier la qualité nutritionnelle. Cela passe par le soutien aux producteurs locaux, la diversification des cultures et la réduction des pertes post-récolte. Chaque dollar public investi dans la nutrition pourrait, à long terme, réduire les dépenses de santé et améliorer la productivité des générations futures.

Certains pays enregistrent des progrès. Le Bénin, le Sénégal ou l'Éthiopie ont amélioré l'accès à une alimentation saine grâce à des politiques agricoles et sociales plus adaptées. Mais ailleurs, la situation continue de se dégrader sous l'effet de la pauvreté et de l'instabilité économique. Aujourd'hui, la question de l'alimentation saine en Afrique dépasse le simple choix individuel. Elle touche directement la santé, l'éducation et l'avenir économique du continent. Soutenir les agriculteurs locaux, généraliser les repas équilibrés à l'école et rendre les produits nutritifs plus accessibles deviennent des priorités essentielles. Manger sain ne doit plus être considéré comme un luxe, mais comme un droit fondamental pour chaque Africain.

C.S

PLUIES TORRENTIELLES AU YÉMEN DES DIZAINES DE MORTS ET DES MILLIERS DE SINISTRÉS

Par Hamida Indja

Les Nations unies ont annoncé que de violentes inondations ont touché plus de 100 000 personnes dans plusieurs provinces du Yémen entre la fin du mois de mars et avril 2026. Ces intempéries ont provoqué des pertes humaines ainsi que d'importants dégâts matériels, dans un contexte humanitaire déjà particulièrement fragile.

Dans un rapport récemment publié, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires a indiqué que les fortes pluies et les inondations ont affecté environ 14 375 familles, soit plus de 100 000 personnes parmi les déplacés et les habitants des zones d'accueil.

Le document précise également que ces catastrophes naturelles ont causé la mort de 28 personnes et fait 84 blessés, parmi lesquels figurent des femmes et des enfants.

Selon la même source, la région de Taëz est la plus durement touchée. Elle a enregistré près de 9 790 familles sinistrées, ce qui représente environ 68 000 personnes af-

fectées. Les dégâts ont également concerné plusieurs autres régions du pays, notamment Hadramawt, Chabwa, Al-Hodeïda, Marib et Al-Jawf. Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires a expliqué que les pluies torrentielles ont provoqué d'importants dommages aux habitations, aux infrastructures ainsi qu'aux moyens de subsistance des populations locales. L'organisation a également souligné que cette situation survient dans un contexte marqué par le manque de ressources et la faiblesse des moyens disponibles pour répondre rapidement aux besoins urgents des personnes sinistrées et leur fournir l'assistance nécessaire.

Le Yémen continue par ailleurs de faire face à de nombreuses difficultés liées aux changements climatiques, aux fortes précipitations et aux catastrophes naturelles, alors que plusieurs régions du pays souffrent déjà du manque de services de base et de conditions sécuritaires particulièrement difficiles.

H I

STOCKAGE D'ÉNERGIE DE L'ÉNERGIE PROPRE AVEC DU ...CHARBON ?

Par Malek Gaya

Pour renforcer la stabilité de son réseau électrique et favoriser l'essor des énergies renouvelables, l'Afrique du Sud redouble d'efforts. C'est dans cette dynamique qu'Es-kom, la compagnie nationale d'électricité, explore désormais le stockage d'énergie par gravité. Un accord stratégique a été annoncé mardi 12 mai entre Eskom et l'américaine Energy Vault en vue de développer une telle solution de stockage longue durée. Le premier projet verra le jour sur le site de la centrale Hendrina, l'une des plus anciennes centrales à charbon du pays, située dans la province du Mpumalanga. Cette installation devait initialement fermer ses portes entre 2023 et 2027, mais les autorités sud-africaines ont depuis modifié ce calendrier.

D'après Energy Vault, le système présentera une puissance de 25 MW pour une capacité de stockage de quatre heures, soit 100 MWh au total. Il reposera sur la technologie « GESS EVx 2.0 », qui utilise l'électricité excédentaire — notamment d'origine solaire ou éolienne — pour hisser de lourds blocs. Lorsque la demande en électricité s'accroît, la descente de ces blocs active des générateurs et restitue l'énergie au réseau. L'accord intègre également des actions de formation locale, d'ingénierie et de gestion de projet. Les deux partenaires souhaitent collaborer à l'installation de capacités de stockage allant jusqu'à 4 GWh d'ici 2035 dans la région de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), sans toutefois dévoiler le volet financier. Dan Marokane, directeur général d'Eskom, a déclaré : « Eskom s'engage à réduire l'impact environnemental de ses activités de production d'électricité. Nous continuerons de mener des projets soutenant les objectifs de réduction des émissions de l'Afrique du Sud, aux niveaux local et international, dans le cadre d'une transition responsable. Celle-ci sera juste et inclusive, passant par la reconversion des centrales à charbon et l'exploration de technologies propres, afin d'améliorer l'efficacité et de réduire le coût de l'électricité. »

Ce partenariat s'inscrit dans la volonté des autorités sud-africaines de moderniser le système électrique tout en diminuant progressivement sa dépendance au charbon, qui représentait encore plus de 80 % de la production nationale en 2024, selon le communiqué conjoint. Déjà, Eskom développe plusieurs projets de batteries à grande échelle, avec un soutien croissant du secteur privé, pour stabiliser le réseau et intégrer les énergies renouvelables. Par cet accord, les deux entreprises entendent se poser en leaders régionaux du stockage durable à grande échelle, au service d'une transition énergétique propre et résiliente.

M.G

TROUBLES DU SPECTRE AUTISTIQUE

MME MOULOUDJI INAUGURE UN CENTRE SPÉCIALISÉ À BÉCHAR

Mme Soraya Mouloudji annonce la généralisation des structures dédiées aux troubles du spectre autistique et met en avant les efforts de l'État en matière d'accompagnement, de formation et d'inclusion sociale.

Par Ali Boudefel

La wilaya de Béchar s'est dotée, hier lundi, d'un nouveau Centre spécialisé consacré à l'accompagnement des personnes atteintes de troubles du spectre autistique (TSA), inauguré par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji. Cette structure s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à améliorer la prise en charge des enfants autistes et à renforcer les dispositifs d'accompagnement destinés à cette catégorie.

Lors de cette visite, la ministre a rappelé que les pouvoirs publics accordent une attention particulière aux personnes atteintes d'autisme, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Elle a évoqué les décisions prises durant le Conseil des ministres du 1er juin 2025, ayant conduit au lancement d'un vaste programme comprenant la création d'un Centre national de l'autisme ainsi que plusieurs établissements spécialisés répartis dans différentes wilayas, notamment à Tipasa, Tébessa, Oran, Alger et Béchar.

Mme Mouloudji a précisé que l'ensemble de ces infrastructures devrait entrer en service à partir de la rentrée scolaire 2026-2027. D'autres centres et annexes sont également en cours d'aménagement et d'équipement en coordination avec les collectivités locales concernées. L'objectif affiché consiste à mettre en place une prise en charge complète, fondée sur des approches pédagogiques modernes inspirées des références scientifiques internationales, tout en intégrant l'accompagnement des familles ainsi qu'un soutien psychologique et social



adapté.

Elle a également indiqué que le Centre national de l'autisme, créé officiellement par décret en janvier 2026, sera chargé d'assurer la mise en œuvre et l'évaluation du plan national consacré à cette pathologie. Cette institution aura pour mission de développer la recherche, les études spécialisées et les programmes de formation, en plus d'assurer la coordination entre les différents secteurs ministériels et organismes publics, particulièrement dans les domaines du dépistage précoce et du diagnostic.

Dans le même contexte, un nouveau programme pédagogique et éducatif a été élaboré afin d'unifier les méthodes de prise en charge dans l'ensemble des établissements spécialisés, qu'ils relèvent du secteur public, du mouvement associatif ou du secteur privé. La ministre a insisté sur la nécessité d'adopter une approche globale combinant les dimensions médicale, éducative, psychologique et sociale, estimant que la qualité de

l'accompagnement dépend autant des compétences humaines que des infrastructures disponibles.

Afin de renforcer les capacités des intervenants, plusieurs sessions de formation et ateliers régionaux et nationaux sont organisés depuis février 2026 dans diverses wilayas du pays. Selon les chiffres communiqués, ces initiatives ont déjà profité à 1.078 participants issus du secteur de la solidarité nationale, mais aussi à des enseignants, des représentants d'associations et des parents d'enfants autistes. D'autres formations similaires sont prévues durant les mois de mai et juin dans plusieurs régions.

Établi sur une superficie dépassant un hectare, dont 750 mètres carrés bâtis, le nouveau Centre spécialisé de Béchar peut accueillir jusqu'à 80 bénéficiaires. Il dispose également d'un internat de 60 lits et assure son fonctionnement grâce à une équipe composée de 23 spécialistes.

En marge de cette inauguration, la ministre, accompagnée du wali de

Béchar, Ahmed Benyoucef, a présidé à l'Université Tahri-Mohamed de Béchar une journée d'étude consacrée à la prise en charge institutionnelle des personnes autistes. Des spécialistes y ont débattu des mécanismes d'accompagnement et des méthodes les plus adaptées à cette catégorie.

Auparavant, Mme Mouloudji avait procédé au lancement d'une caravane sanitaire de solidarité destinée aux personnes âgées vivant dans les zones éloignées de la wilaya. Elle a également visité le Salon des femmes productrices de Béchar et supervisé l'ouverture d'un atelier de formation consacré à la fabrication de savon cosmétique, au profit de douze femmes au foyer. À cette occasion, des attestations d'adhésion au programme « Famille productrice » ont été remises aux participantes.

La ministre a rappelé que ce programme s'inscrit dans la politique nationale d'autonomisation économique des femmes, conformément aux orientations présidentielles visant à encourager les activités génératrices de revenus et à renforcer la contribution des femmes au développement local.

Dans la commune de Kenadsa, Mme Mouloudji s'est également informée de l'état d'avancement des projets inscrits dans le cadre du programme des Travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre (TUP-HIMO), mis en œuvre par l'Agence de développement social. Elle a annoncé qu'une enveloppe d'un milliard de dinars avait été mobilisée pour financer, durant l'exercice 2026, 589 projets similaires à travers le pays, permettant la création de 5.890 emplois.

Concernant le programme de développement communautaire « DEV-COM », également piloté par l'Agence de développement social, une enveloppe supplémentaire de 600 millions de dinars a été dégagée afin de financer 166 nouveaux projets à l'échelle nationale.

A.B

POUR L'HISTOIRE

UN SÉMINAIRE HISTORIQUE ÉVOQUE L'HÉROÏSME DES ÉTUDIANTS ALGÉRIENS DURANT LA GRANDE GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE

Le Musée du Moudjahid de la wilaya de Sidi Bel-Abbes a abrité, lundi, un Séminaire historique mettant en lumière le rôle pivot joué par les étudiants algériens dans le renforcement de la lutte diplomatique et militaire de la Guerre de libération nationale. Cet événement intervient dans le cadre de la commémoration du 70e anniversaire de la grève historique des étudiants algériens, le 19 mai de 1956.

A cette occasion, la directrice des Moudjahidine et des Ayants-droit de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, Dalila Benmessaoud a affirmé que " la grève du 19 mai 1956 n'était pas une simple prise de position politique, mais a représenté un tournant stratégique et décisif dans le parcours de la Guerre de libération, après que l'élite étudiante ait contribué à pourvoir la Révolution en compétences jeunes et conscientes, soutenant ainsi les actions politique et militaire ".

Elle a ajouté que l'État algérien veille à commémorer ces étapes historiques pour les symboles nationaux qu'elles portent, et pour renforcer le lien de la génération de l'indépendance avec les sacrifices de la génération de la libération, en reconnaissance du rôle héroïque accompli par les étudiants algériens pour défendre la cause nationale à l'intérieur du pays, ainsi que dans diverses universités et instances inter-

nationales. De son côté, le directeur du Musée du Moudjahid, Dr Abbes Kouider, a présenté une conférence intitulée " Des bancs de l'école aux champs de bataille ", dans laquelle il a abordé les conditions dures et la politique de discrimination adoptée par l'administration coloniale française pour priver les Algériens de leur droit à l'enseignement. Il a également retracé le parcours militant du mouvement étudiant à l'intérieur et à l'extérieur du pays, notamment à travers l'Association des Etudiants Musulmans Nord-Africains (AEMNA) depuis sa fondation en 1919, jusqu'à la création de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (UGEMA), le 14 juillet 1955, en tant que cadre syndical unifié. Dr Kouider a expliqué que le ralliement des étudiants aux rangs de la Révolution s'est fait en réponse à l'appel de la patrie, face à la recrudescence de la répression coloniale et au ciblage des élites et des intellectuels, parallèlement à l'extension de la guerre de libération. Il a souligné que leur contribution en tant que soldats, médecins, enseignants et journalistes a donné un élan qualitatif à la Révolution sur les plans militaire et diplomatique.

Il a également rappelé que les étudiants algériens dans les universités du monde entier, de Tunis et du Caire jusqu'en Russie, aux Etats-

Unis et en Argentine, se sont transformés en véritables ambassadeurs de la cause nationale, contribuant à faire connaître sa justice jusqu'au recouvrement de la souveraineté nationale.

Le Séminaire a été marqué par le témoignage vivant du moudjahid Bouziane Larbi, l'un des étudiants des instituts de formation ayant répondu à l'appel de la patrie pour rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) dans la région de Sidi Bel-Abbes, alors qu'il était âgé de 16 ans. Il a partagé son expérience de moudjahid et de secouriste, revenant sur les conditions de gestion des hôpitaux militaires dans les montagnes de la Wilaya V historique et les moyens rudimentaires utilisés à l'époque pour soigner les blessés. Les travaux de ce Séminaire historique, organisé à l'initiative du Musée du Moudjahid en coordination avec la direction des Moudjahidine et des Ayants-droit de la wilaya, se sont clôturés par l'hommage rendu au moudjahid Bouziane Larbi, en reconnaissance de ses sacrifices et de sa contribution au service de la patrie, dans le cadre des efforts visant à préserver la mémoire nationale et à ancrer les valeurs de fidélité chez les générations montantes envers les héros de la glorieuse Guerre de libération.

R.S

FOOT/ CAN-2027

LA SÉLECTION ALGÉRIENNE FIXÉE CE MARDI SUR SES ADVERSAIRES

L'équipe nationale algérienne de football, sera fixée mardi sur ses adversaires aux qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2027 (19 juin-17 juillet), à l'occasion du tirage au sort prévu au siège de la Fédération égyptienne de football (EFA), à partir 13h00 (heure algérienne).



Les 48 pays engagés, dont l'Algérie versée dans le chapeau 1, seront logés dans quatre pots sur la base du classement officiel de la Fédération internationale (FIFA), publié le 1er avril dernier.

Le tournoi sera co-organisé par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Ce sera la première fois que trois pays accueillent conjointement la compétition, marquant également le grand retour de la phase finale de la CAN en Afrique de l'Est après 51 ans d'absence.

Les équipes seront réparties en 12 groupes de quatre, les deux premiers de chaque poule validant leur

billet pour la phase finale. Le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie participeront également aux qualifications, bien qu'ils soient déjà qualifiés en tant que pays hôtes. Une équipe supplémentaire issue de chacun de leurs groupes les accompagnera donc en phase finale.

La campagne qualificative se déroulera sur trois fenêtres internationales de la FIFA : du 21 septembre au 6 octobre 2026 (1re et 2e journées), du 9 au 17 novembre 2026 (3e et 4e journées) et du 22 au 30 mars 2027 (5e et 6e journées).

Les légendes du football africain

Max-Alain Gradel, William Troost-Ekong, Essam El Hadary et Trésor Mputu prendront part au tirage au sort, selon un communiqué de la CAF.

Lors de la précédente CAN-2025, l'Algérie a été éliminée en quarts de finale face au Nigeria (0-2).

Composition des quatre chapeaux en prélude du tirage au sort :

Chapeau 1 : Algérie, Mali, Maroc, Tunisie, Nigeria, RD Congo, Egypte, Cameroun, Sénégal, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud, Burkina

Faso

Chapeau 2 : Ouganda, Angola, Gabon, Zambie, Bénin, Comores, Madagascar, Cap Vert, Ghana, Guinée, Mozambique, Guinée-équatoriale

Chapeau 3 : Kenya, Libye, Tanzanie, Niger, Mauritanie, Gambie, Soudan, Sierra-Leone, Namibie, Togo, Malawi, Rwanda

Chapeau 4 : Zimbabwe, Gambie, Congo, Centrafrique, Libéria, Burundi, Éthiopie, Lesotho, Botswana, Erythrée, Soudan du Sud, Somalie.

RS/APS

CYCLISME SUR PISTE / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2026 L'ALGÉRIE TERMINE À LA 3^E PLACE, AVEC 16 MÉDAILLES, DONT 3 EN OR

La sélection algérienne (Messieurs/Dames) de cyclisme sur piste a décroché la troisième place aux Championnats d'Afrique 2026 de la spécialité, disputés dimanche soir au Velodrome d'Abuja (Nigeria), après avoir glané seize médailles : 3 or, 9 argent et 4 bronze.

La compétition a été remportée par l'Afrique du Sud, ayant glané 24 médailles (11 or, 6 argent et 7 bronze), devant l'Égypte avec un total de 11 médailles : 6 or, 2 argent et 3 bronze.

La Nigeria, pays hôte de cette compétition, disputée du 10 au 17 mai à Abuja, lui a échoué au pied du podium, avec neuf médailles : 2 or, 3 argent et 4 bronze.

Les médailles d'or algériennes qui ont gran-

dement contribué à l'obtention de cette troisième place ont été décrochées par Hamza Yacine, au Scratch (Élite/Messieurs), Mohamed Nadjib Assel à l'Omnium (Élite/Messieurs) et par la sélection nationale (Élite/Dames), dans l'épreuve de Vitesse "par équipe".

La sélection nationale féminine était composée du trio Yasmine El Meddah, Malik Mechab et Sihem Bousebaï, et qui avait dominé ses homologues du Bénin et du Nigeria, respectivement médaillés d'argent et de bronze.

RS/APS

ATHLÉTISME/CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2026 L'ALGÉRIE TERMINE AVEC 4 MÉDAILLES, DONT 2 EN OR

La sélection algérienne a remporté quatre médailles (2 or et 2 en bronze), à l'issue de la dernière journée des Championnats d'Afrique d'athlétisme 2026, disputée dimanche à Accra, au Ghana.

Les deux médailles d'or ont été l'œuvre de Zahra Tatar qui s'est illustrée dans l'épreuve du lancer du marteau avec une performance remarquable de 69,82 m, sous la direction de son entraîneur Toufik Hakim.

De son côté, le jeune prodige Ayachi Younes a brillé au concours du saut en hauteur en remportant deuxième médaille d'or algérienne avec une barre franchie à 2,22 m, sous la supervision de l'entraîneur Hated Mohamed-Amine.

Pour sa part, Azzi Souad, engagée au 20 km marche, a décroché la médaille de bronze avec un temps de 1h 34m 26sec, sous la houlette de l'entraîneur Anzi Karim.

Même chose pour Boudoumi Dhiaa Eddine qui a obtenu la médaille de bronze au saut à la perche avec un saut

mesuré à 4m,20 m, sous l'encadrement de l'entraîneur Ben Ahmed Samir. Il a également concouru au décathlon où il s'est classé quatrième avec un total de 7259 points.

Par ailleurs, les athlètes Benhammouda Ismail (20 km marche), Hocine Tarek (saut en longueur) et Gouaned Mohamed-Ali (800 m), ont terminé leurs compétitions respectives au pied du podium.

La délégation algérienne était représentée dans cette

compétition continentale par dix athlètes, engagés dans plusieurs spécialités, notamment les concours, le demi-fond et les épreuves de marche.

Considérés comme la principale compétition continentale d'athlétisme, les Championnats d'Afrique seniors réunissent les meilleurs athlètes africains dans différentes disciplines, dont les sprints, le fond, les relais et les concours.

RS/APS

VOILE/CHAMPIONNATS D'EUROPE 2026 - SÉRIE IQFOIL L'ALGÉRIE AVEC TROIS REPRÉSENTANTS AU PORTUGAL

Trois veliplanchistes (deux messieurs et une dame) représenteront l'Algérie aux Championnats d'Europe 2026 de la série IQFOIL, prévus du 18 au 25 mai courant à Portimao (Portugal).

Il s'agit du trio Ramy Boudrouma, Ramzy Boudjreit et Alicia Khider, sous la direction de l'entraîneur national Mansar Boudjadrit, et qui se trouve sur le lieu de la

compétition depuis jeudi dernier.

Juste avant son départ au Portugal et pour bien préparer cet événement, la sélection nationale avait effectué un stage bloqué, en compagnie de son homologue tunisienne, à l'École nationale des sports nautiques et subaquatiques d'Alger-Pisage.

Organisée par le Club Naval de Portimao, la compétition a drainé la participation

de l'équipe européenne en matière de planche à voile. Ces Championnats d'Europe permettront à la sélection nationale de préparer d'autres grands rendez-vous internationaux, inscrits au programme de cette fin d'année 2026, notamment, les Championnats d'Afrique et les Jeux méditerranéens de 2026.

RS/APS

APRÈS LE SACRE DE L'USM ALGER

LAMINE NDIAYE ENTRE DANS LA LÉGENDE

L'entraîneur sénégalais Lamine Ndiaye a inscrit son nom dans l'histoire du football africain après avoir conduit samedi soir l'USM Alger au sacre en Coupe de la Confédération de la CAF, au terme d'une finale haletante remportée face à Zamalek SC au stade international du Caire.

Grâce à ce succès, le technicien sénégalais de 69 ans devient seulement le cinquième entraîneur africain à remporter à la fois la Ligue des champions de la CAF et la Coupe de la Confédération, rejoignant un cercle très fermé composé notamment des techniciens Faouzi Benzarti, Cecil Jones Attakuyayillo, Hocine Ammouta et Moïse Chaabani, selon l'instance africaine.

Déjà vainqueur de la Ligue des champions africaine avec TP Mazembe en 2010, Ndiaye a cette fois conduit l'USM Alger vers un deuxième titre continental en Coupe de la Confédération, après une séance de tirs au but irrésistible remportée 6-7 au stade international du Caire.

Battu 1-0 lors de la manche retour sur un penalty précocé du Palestinien Oday Al-Dabbagh, les Algérois ont résisté sous la pression d'un public caennais acquis à la cause du Zamalek, profitant de leur succès 1-0 acquis à l'aller à Alger pour pousser la rencontre jusqu'aux tirs au but.

Calmes et disciplinés, les joueurs de l'USMA ont finalement gardé leur sang-froid pour offrir au club algérois un nouveau trophée continental, assorti d'une prime record de quatre millions de dollars après la récente revalorisation des dotations financières des compétitions interclubs de la CAF.

Figure respectée du football africain, Ndiaye poursuit ainsi une carrière entamée il y a plusieurs décennies et marquée par des passages réussis à travers le continent, notamment avec Coton Sport Garoua, Horoya AC ou encore Al Hilal Omdurman.

Reconnu pour sa sérénité, sa discipline tactique et sa maîtrise des grands rendez-vous africains, le technicien sénégalais confirme, avec ce nouveau sacre continental, son statut parmi les grands entraîneurs de l'histoire du football africain.

Pour rappel, Lamine Ndiaye avait rejoint l'USM Alger en mars 2026 pour un bail de six mois avec une option de prolongation, succédant à Abdelhak Benchikha. Il a conduit la formation des Rouge et Noir au sacre final de la Coupe d'Algérie contre le CR Belouizdad (2-1) le 30 avril dernier.

RS/APS

A L'OCCASION DU 14E ANNIVERSAIRE DE SA DISPARITION

UN HOMMAGE SERA RENDU À WARD EL JAZAYRIA À L'OPÉRA D'ALGER

Une conférence consacrée à la vie et au parcours artistique de la célèbre chanteuse Warda El Jazayria a été organisée dimanche à l'Opéra d'Alger. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des activités des « Nuits de Warda El Jazayria », organisées pour commémorer le 14e anniversaire de la disparition de la diva de la chanson arabe.

Par Hamida Indja

La rencontre a été marquée par la présentation et la lecture de l'ouvrage intitulé « La voix, le sang et la vie - Fragments d'une présence : Warda El Jazayria », écrit par son fils Reyad Kesri.

Organisée à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïeh, cette conférence marque le lancement des activités de l'événement « Les Nuits de Warda El Jazayria », prévu jusqu'au 23 mai sous le patronage de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda.

Cette manifestation est organisée à l'occasion du 14e anniversaire du décès de la chanteuse algérienne de la chanson arabe, Warda El Jazayria, disparue le 17 mai 2012 à l'âge de 73 ans. Lors de cette rencontre, son fils Reyad Kesri est revenu sur la personnalité et le talent artistique de sa

mère. À travers un récit intime et humain, il a évoqué plusieurs moments de sa vie personnelle ainsi que les différentes étapes de son parcours artistique.

L'auteur de l'ouvrage a expliqué avoir voulu mettre en lumière la différence entre la grande artiste connue sous le nom de Warda El Jazayria et la femme qu'elle était dans sa vie familiale, sous son vrai nom, Warda Ftouki.

Publié par les éditions Dalimen, le livre contient également plusieurs témoignages d'artistes et de proches ayant connu Warda El Jazayria ou collaboré avec elle dans divers projets artistiques, parmi lesquels figure notamment l'épouse de l'auteur, la Jordanienne Yollo Kesri.

L'événement « Les Nuits de Warda El Jazayria » se poursuivra jusqu'au 23 mai avec un riche programme culturel et artistique. Des expositions de photographies rares, d'objets et de souvenirs retraçant la carrière de la chanteuse seront organisées en partenariat avec le Centre national de documentation de l'image et des médias. Deux grandes soirées musicales sont également prévues afin de rendre hommage au riche répertoire artistique de Warda El Jazayria.

Le 22 mai, l'orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger, dirigé par le maestro Amine Dehane, accompagnera plusieurs artistes, notamment la chanteuse jordanienne Zain Awad, la Tunisienne Asma Ben Ahmed ainsi que les lauréats de l'émission « Alhan Wa Chabab », Cheima Maalem et Sabri Azzeddine. Lors de la deuxième



et dernière soirée, prévue le 23 mai, le maestro Amine Dehane et son orchestre accompagneront la chanteuse libanaise Nadine Saab, avec la

participation des chanteuses algériennes Hassiba Amrouche et Asma Sabaa.

H.I

ARTISANAT

EXPOSITION SUR LES PERSPECTIVES DE VALORISATION DE LA TAPISSERIE LOCALE



Les perspectives de valorisation et de promotion de la tapisserie traditionnelle de la région d'El-Meniaa ont été mises en avant lors d'une exposition consacrée à ce patrimoine culturel, abritée par le Musée public national d'El-Meniaa dans le cadre du Mois du Patrimoine (18 avril-18 mai). Placée sous le signe "Le tapis traditionnel : patrimoine séculaire et des perspectives prometteuses", l'exposition a regroupé des artisanes activant dans le domaine du tissage et de la confection traditionnelle du tapis, venues des différentes communes de la wilaya, dans le but de promouvoir ce produit ancestral authentique.

La Directrice du Musée, Hiba Ressioui a affirmé que cet événement culturel met en valeur le tapis traditionnel authentique, une facette du patrimoine reflétant l'histoire de la créativité de la femme algérienne en général.

Il a aussi pour objectif, la promotion et la préservation de ce patrimoine des risques de disparition, mais aussi l'encouragement des artisanes à pérenniser ce métier séculaire, qui constitue une

ressource vivrière et économique pour de nombreuses familles, a-t-elle expliqué.

Approchée par l'APS, l'artisane Aicha Ghomid a mis en avant la nécessaire préservation de ce métier et sa transmission aux générations futures, en tant que legs témoignant de la grande histoire et de l'authenticité de la région.

Elle estime nécessaire l'organisation d'ateliers d'artisanat qui, à son avis, seront d'un grand apport dans la perpétuation de ce legs, en plus de générer de nouvelles ressources à travers la commercialisation des produits auprès des touristes affluant dans la région.

L'exposition qui a duré deux jours (16-17 mai) a compris également une conférence thématique sur les activités artisanales liées à la tapisserie.

Dans ce cadre, Hadjer Azizaoui, formatrice spécialisée en teinture de la laine à base de plantes, a expliqué les techniques de la coloration avec des plantes, le choix de la matière première, dont la laine naturelle, et les méthodes d'utilisation des plantes.

R.C

CARAVANE DE LA MÉMOIRE NATIONALE UNE DÉLÉGATION DE LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE ÉTABLIE À L'ÉTRANGER EN VISITE À TLEMCCEN

Une délégation de la communauté algérienne établie à l'étranger, composée de 56 jeunes hommes et femmes, est arrivée, lundi après-midi à Tlemccen, dans le cadre de la quatrième édition de la "Caravane de la mémoire nationale", au cours de laquelle elle visitera plusieurs sites historiques et touristiques de la wilaya.

Le représentant du ministère de la Jeunesse, initiateur de ce programme, Khalif Hamza a indiqué que la caravane avait auparavant parcouru les wilayas d'Alger, Béjaïa, Constantine, Guelma et Sétif, avant de terminer son itinéraire dans la wilaya d'Oran.

Le même responsable a ajouté que "cette initiative, organisée à l'occasion de la commémoration du 81e anniversaire des massacres du 8 mai 1945, vise à renforcer l'attachement des enfants de la communauté nationale à l'étranger à leur patrie, à leur inculquer l'esprit patriotique et à les sensibiliser aux souffrances vécues par le peuple algérien durant la période coloniale. Elle a également pour objectif de leur faire découvrir les richesses touristiques et historiques de l'Algérie, afin qu'ils deviennent les meilleurs ambassadeurs du pays à leur retour dans leurs lieux de résidence".

De son côté, M. Ali Sahab, représentant de la Grande Mosquée de Paris et chef de la délégation, a salué l'accueil chaleureux réservé au groupe par le wali de Tlemccen, Youcef Bechlaoui, ainsi que l'importance des sites historiques visités et les témoignages dans les différentes wilayas traversées, notamment les lieux liés aux massacres du 8 mai 1945, tels que la région de Kherrata.

Il a souligné que "les jeunes de la délégation ont été profondément marqués après avoir découvert l'histoire de l'Algérie et les massacres du 8 mai 1945, ainsi qu'après avoir écouté les témoignages des moudjahidine. Cette expérience leur a permis de mieux connaître et comprendre l'histoire du pays". Plusieurs jeunes membres de cette délégation ont également exprimé leur joie de visiter l'Algérie ainsi que leur fierté d'appartenir à la nation algérienne, affirmant que "l'Algérie possède des racines authentiques et que des hommes sincères se sont battus et sacrifiés pour elle".

Le programme de la visite de la délégation à Tlemccen, prévue pour une journée, comprend le Complexe religieux du Mausolée de Sidi Boumediene, le Palais El-Mechouar au centre-ville de Tlemccen, la grotte de Beni Add, les cascades d'El Ourit dans la commune d'Aïn Fezza, le Musée régional du Moudjahid situé sur le plateau de Lalla Setti, ainsi que le Minaret de Mansourah dans la commune éponyme.

R.S

NOTRE PAUVRE ÉPOQUE

LA CUPIDITÉ ET LA PERVERSITÉ
MÈNENT LE MONDE!

Ce sont deux concepts déviant, mais ultra présent malheureusement, chez nos « élites mondiales » qui, grâce à leur fortune, restent souvent intouchables.

Avec leur idéologie morbide, issue d'un messianisme déformé et perversité interprété, mais malheureusement accepté par une grande majorité, de contrôler le monde et d'empiler l'argent, ils n'hésitent pas à massacrer autrui, mais toujours sous les auspices d'une mission « divine » et donc dictée par un « dieu bienveillant ».

Par Claude Janvier
In mondialisation.ca,
17 mai 2026

Is useront de toutes les justifications nécessaires pour vous faire croire du bien-fondé de leurs actes criminels. « Nous vous tuons et nous vous soumettons, mais c'est pour votre bien... » Cette idéologie, basée sur l'élitisme maladif, qu'il soit religieux ou pas, a pour conséquence depuis le 19e siècle d'avoir pour terrain de jeu la planète, de la piller et de s'approprier ce qui ne leur appartient pas. Les Anglo-Saxons sont les maîtres incontestés en la matière. Ils ont près de 400 millions de victimes sur la conscience... À condition qu'ils en aient une... (Le monde est divisé en deux : d'un côté les Anglo-saxons et de l'autre les êtres humains !)

Il faut toujours chercher et identifier « la ou les causes » du problème. Et cette cause, est cette élite mondiale psychopathe qui se croit sorti de la cuisse de Jupiter et de facto, protégée par Dieu. C'est bien entendu une inversion, car Dieu, s'il

existe, protégerait l'ensemble des peuples de la Terre et pas seulement une fraction élue. Peu importe les déclarations mensongères des chefs de guerre fanatiques, destinées à justifier leurs actes criminels. Les faits existent et sont prouvés.

Mais, depuis le début du 20e siècle, grâce aux médias félons et corrompus, les justifications ont pris de plus en plus d'importance. Les massacres sont légitimés au nom de la « démocratie », donc du camp du bien. C'est sûr que vous seriez content d'apprendre, un beau matin, que votre famille a été massacrée en pleine nuit par un missile largué par un drone. Mais c'était nécessaire car pour votre bien... Quelle hypocrisie !

Je déteste cet abrutissement de masses par une caste de nantis, bien trop souvent cupide, corrompue et criminelle. Mais avec le temps, et heureusement, j'ai appris à faire la distinction entre un individu et un groupe, quel qu'il soit.

Il y a des personnes de valeur partout, certes, mais ces dernières sont trop souvent obscurcies et mises à l'écart, à cause justement de leurs désaccords avec des ordres et des règlements liberticides, qui sont à l'opposé du bien-être du peuple. En réalité, il y a des gens de bien partout, mais il faut savoir qu'ils sont en minorité. La majorité des gens obéit aux ordres liberticides sans se poser de questions et, faisant cela, elle se transforme en un vaste troupeau de moutons bêlants. Ne comprenant pas grand-chose et devenant, au final, très dangereuse, car elle s'oppose sans cesse à une réelle évolution positive de la société. Cerise sur le gâteau, elle ne dénoncera jamais les véritables ennemis du genre humain, à savoir les prédateurs cyniques et corrompus qui nous gouvernent bien trop souvent. Ce vaste problème existe depuis l'aube de l'humanité, mais avec les progrès technologiques, et ce, depuis la fin du 19e siècle, il prend de plus en plus d'ampleur. La des-

truction des peuples par l'épée, puis par la poudre, par les bombes atomiques diverses et variées et, depuis peu par les drones hypersoniques, ne s'est jamais arrêtée. Aujourd'hui, on peut tuer des millions de gens en une fraction de seconde. Quel progrès ! Individuellement, les gens sont, en majorité, des moutons tranquilles. Mais cet état d'engourdissement routinier propre à ces paisibles quadrupèdes et à la meute des bipèdes en général, peut se transformer, subitement, en une horde sanguinaire n'ayant aucune compassion pour autrui. Désolé, si j'en choisis certains, mais c'est, malheureusement, la triste et dure réalité.

En cause, et principalement, les marchands de chaos, à savoir les médias. Au lieu d'œuvrer à l'évolution des mentalités, la presse s'est spécialisée dans les mauvaises nouvelles, la propagande, la haine et dans le fait d'exacerber une certaine forme de fébrilité mentale chez les individus. Car sinon, comment expliquer qu'un fermier en Auvergne puisse vouloir tracter un beau jour un fermier en Bavière ? Ces deux fermiers n'ont pas eu un déclic sur ce sujet un beau matin, devant leur tasse de café ! Il a bien fallu que des politiciens et des militaires criminels, aidés d'une presse machiavélique, attisent la haine des deux côtés. D'ailleurs je vous invite à la réflexion à propos de cette pensée : « Plus de police engendre plus de criminels, et plus d'armée engendre plus de guerre ». Les faits le prouvent.

Rappelez-vous les titres des journaux en 1914. Il fallait aller « bouffer du Bosch ». Les Français sont partis la « fleur au fusil ». Le reste de l'histoire, vous la connaissez. La « grande boucherie » a fait place nette. Aujourd'hui, on nous agite et on nous inculque de la même manière la haine du peuple Russe ! Les médias ne sont, hélas, que des organes de propagande au service d'une caste malveillante.

Ceci étant, il ne faut pas oublier,

qu'un être humain n'est pas obligé d'obéir sans se poser de questions. La responsabilité finale incombe à chaque personne. Ce serait trop facile de se dédouaner totalement. Je sais que c'est un sport international de clamer que l'on est responsable de rien, mais c'est faux. Nous sommes responsables de notre vie, de notre famille, de notre entourage et de cette planète, que vous le vouliez ou non.

La vie sur cette planète de dingues ne tient qu'à un fil. Entre guerres, famines, maladies, rapacités et cupidités, cette planète ressemble à un enfer. D'ailleurs, si vous le cherchiez et que vous trouviez la terre, cette dernière ferait certainement l'affaire.

À nous de faire en sorte que cela ne soit plus le cas.

C.J

NOTE

Claude Janvier.
Écrivain, essayiste, chroniqueur, et auteur de dix ouvrages sur l'influence dans le monde de l'oligarchie financière mondiale apatride, sur l'Etat profond Français et Européen, sur la menace de l'OTAN, sur le conflit Russo-Otanien via l'Ukraine, sur le Proche-Orient et sur la géopolitique internationale. Depuis une vingtaine d'années, il fouille, déterre, décortique et analyse l'actualité, et n'hésite pas à se rendre sur des lieux de conflits comme en Syrie et au Donbass afin de mettre à jour les véritables informations, de les prouver, de les diffuser, et de montrer la puissance néfaste et les mensonges des médias propagandistes.

Extrait tiré de mon livre qui vient de sortir : « Pourquoi suis-je devenu un rebelle ? Mensonges d'Etat et Crimes contre l'Humanité ». The Book Edition.

POUR PARLER

DES MILLIARDAIRES EN CHINE AVEC TRUMP

Par Manlio Dinucci In mondialisation.ca, 16 mai 2026

Une délégation de milliardaires étasuniens a accompagné le président Trump au sommet avec le président Xi à Pékin. De la délégation faisait partie Elon Musk, l'homme le plus riche du monde avec un patrimoine évalué par la revue Forbes à 839 milliards de dollars en augmentation continue grâce à ses compagnies lucratives : avant tout Tesla, productrice de voitures électriques futuristes et robots ; SpaceX, entreprise aérospatiale qui avec ses fusées met en orbite des satellites civils et militaires parmi lesquels ceux de la NASA et du Pentagone ; xAI, entreprise pour le développement et les applications de l'Intelligence Artificielle. Le patrimoine net d'Elon Musk dépasse celui total des 693 milliardaires « plus pauvres ».

Avec Elon Musk ont accompagné Trump en Chine d'autres milliardaires qui sont à la tête des plus grosses compagnies étasuniennes : parmi elles Blackrock, la plus grande société au monde de gestion d'investissements ; Visa, un des plus grands réseaux de paiement digital au monde ; Mastercard, multinationale étasunienne qui gère un des plus grands circuits de paiement internationaux au monde ; Goldman Sachs, une des plus grandes et importantes banques d'affaires et institutions financières du monde ; Apple, multinationale aux premiers rangs mondiaux dans la production d'ordinateurs, cellulaires et systèmes opérationnels multimédias ; Meta, propriétaire de Facebook, Instagram, WhatsApp, Messenger ; Boeing, une des plus grandes industries pour la production d'avions civils et militaires ; Cargill, la

plus grande entreprise mondiale dans le secteur alimentaire et agricole ; Illumina, multinationale leader dans le secteur des biotechnologies et du séquençage de l'ADN.

La revue Forbes écrit :

« Jamais auparavant les milliardaires n'avaient dominé le monde de façon aussi totale, en influençant la politique, les politiques publiques, les marchés actionnaires et l'hystérie d'Intelligence Artificielle – qui, à son tour, a amené les personnes les plus riches de la planète à des niveaux difficilement imaginables même il y a seulement quelques années. Un nombre record de 3.428 entrepreneurs, investisseurs et héritiers composent la liste des milliardaires mondiaux de cette année, 400 de plus par rapport à 2025. En d'autres termes, la planète a ajouté plus d'un nouveau milliardaire par jour dans les 12 derniers mois. Plus surprenant encore est le chiffre : dans son ensemble, la classe des milliardaires est plus riche de 4.000 milliards de dollars par rapport à l'an dernier. Leur richesse totale se chiffre maintenant au record de 20.100 milliards de dollars. En aucun autre lieu cette domination n'est plus évidente qu'aux Etats-Unis, où le pays est gouverné par un milliardaire et où résident 15 des 20 personnes les plus riches du monde. » Les environ 3.500 milliardaires possèdent une richesse plus grande que celle totale de 95% de la population mondiale, qui se monte à plus de 8 milliards de personnes. L'1% plus riche de cette classe exigüe de milliardaires possède environ 40% de la richesse mondiale et les 10% plus riches en possèdent 75%. Les 50% plus pauvres de la population mondiale -qui comprend plus de 4 milliards de personnes- possède

à peine 2% de la richesse mondiale.

Il n'y a donc pas à s'étonner si Trump, au moment de partir en Chine, a écrit sur Truth Social : « Ma toute première requête à Xi sera celle d'ouvrir la Chine afin que ces esprits brillants puissent donner le meilleur d'eux-mêmes et contribuer à amener la République Populaire à un niveau encore plus haut ! »

Mais la Chine n'est plus l'usine du monde où les multinationales pouvaient multiplier les profits. Le Wall Street Journal écrit :

« Les meilleurs talents technologiques chinois sont en train de rentrer dans leur patrie. Pendant des décennies, s'affirmer aux Etats-Unis était le plus grand signe de succès pour les meilleurs et les plus brillants talents chinois. Maintenant, beaucoup d'entre eux sont en train de retourner dans leur patrie, et cette « fuite des cerveaux » alimente les efforts de Pékin pour dépasser les Etats-Unis dans les secteurs de l'intelligence artificielle, de la robotique et de la recherche médicale. » Elon Musk a « un plan pour rendre obsolète le travail humain » en produisant chaque année avec sa société Tesla des millions de robots humanoïdes à substituer aux ouvriers et à d'autres travailleurs. Mais il a un problème : Tesla dépend de fournisseurs chinois pour la réalisation des robots humanoïdes, en recevant 50%-70% de leurs composants principaux du système productif de la robotique chinoise. C'est la Chine qui est désormais au premier rang dans le secteur de la robotique humanoïde avec des innovations rapides et des applications pratiques. Ceci signifie cependant qu'en Chine aussi s'ouvre la question de quel usage en faire.

M.D

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LE PHÉNOMÈNE DU DÉJÀ-RÊVÉ

Des chercheurs français en neurologie ont mené une étude surprenante sur le « déjà-rêvé », un phénomène consistant à revivre un rêve en plein état de veille. Pour pas mal de personnes épileptiques, il s'agit d'une composante de leur quotidien, alors que pour le reste de la population, il s'agit d'un événement encore plus rare que le « déjà-vu ». Revivre un rêve alors que l'on est réveillé, cela arrive à une fréquence rarissime ! Pourtant, certains épileptiques peuvent en faire l'expérience pendant une de leurs crises. Proche du déjà-vu, le déjà-rêvé n'est autre qu'une situation objectivement nouvelle ponctuée d'une certaine familiarité, à la différence qu'il est ici plutôt question d'une réminiscence de rêve.

Le déjà-rêvé fait partie de ces phénomènes pouvant éclairer la science sur le fonctionnement du cerveau. Récemment, une équipe française réunissant des chercheurs du CHU de Toulouse, du centre de recherche Cerveau et Cognition (CNRS) et de l'Université de Nancy ont travaillé sur une classification des différents types de



cas connus de déjà-rêvé.

Dans l'étude publiée par la revue Brain Stimulation en février 2018, un des chercheurs indique qu'il s'agit d'un « phénomène qui a longtemps été amalgamé avec le déjà-vu », mais qu'en revanche ce dernier est « dépourvu de contenu mental », plutôt considéré comme

une « sensation de familiarité qui ne se traduit pas par des images dans la tête ». -Les scientifiques ont alors planché sur 42 cas chez lesquels les crises d'épilepsie déclenchaient ce phénomène de déjà-rêvé. Les données récoltées étaient relatives à une procédure appliquée afin d'évaluer la neurolo-

gie des patients avant une chirurgie. Ainsi, ces mêmes patients avaient subi des stimulations électriques cérébrales sur différents endroits de la région temporale interne du cerveau.

Selon les chercheurs, le patient est en général capable « de dire que les images qui surgissent viennent d'un rêve qu'il a fait deux ou trois jours auparavant, et d'en relater des éléments narratifs précis. » Il faut savoir que les rêves sont une expérience d'hallucination sensorimotrice composée d'une structure narrative. Ainsi, les patients pourraient avoir ressenti quelques parties de ces rêves tout en étant éveillés. D'autres patients sont à ranger plutôt dans la catégorie « réminiscence », dont le souvenir des rêves comporte peu de détails ou encore un « état de rêve », plus proche d'un déjà-vu, c'est-à-dire qu'ils se trouvent comme dans un rêve avec un contenu mental indéfini.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 18 mai 2026

LE CONTE DE L'ÉLÉPHANT ET DE LA PETITE FOURMI

Dans une savane africaine, un éléphant nommé Kibo était connu pour sa grande taille et sa force incroyable. Il était le plus grand et le plus fort de tous les animaux de la savane, et il le savait. Kibo aimait se vanter de ses capacités et faisait souvent preuve d'arrogance envers les autres animaux. Un jour, alors qu'il se promenait dans la savane, il rencontra une petite fourmi nommée Tatu. Tatu était connue pour son travail acharné et son humilité. Elle passait ses journées à collecter des graines et des feuilles pour nourrir sa famille.

Kibo se moqua de Tatu en disant : « Qu'est-ce que tu peux faire, petite fourmi ? Tu es si petite et si faible ! Moi, je peux soulever des arbres avec ma trompe ! »

Tatu répondit calmement : « Je ne peux pas soulever des arbres, mais je peux déplacer des montagnes de nourriture pour ma famille. Et je le fais avec joie et humilité. »

Kibo se mit à rire et dit : « Ha ! Tu es si humble, mais tu es aussi si inutile ! »

Mais Tatu continua : « Je préfère être humble et utile que d'être arrogant et inutile. »

Un jour, une grande sécheresse frappa la savane, et les animaux commencèrent à souffrir de la faim. Kibo, avec sa grande taille et sa force, ne pouvait pas trouver de nourriture pour se nourrir. Il était trop gros pour atteindre les petits espaces où poussaient les plantes.

Mais Tatu, avec sa petite taille et son humilité, savait où trouver des sources de nourriture cachées. Elle guida les autres animaux, y compris Kibo, vers ces endroits et leur montra comment collecter de la nourriture.

Kibo fut impressionné par la sagesse et l'humilité de Tatu. Il réalisa que son arrogance l'avait empêché de voir les qualités des autres animaux et que l'humilité était une vertu importante.

À partir de ce jour, Kibo changea son comportement et devint plus humble. Il travailla avec Tatu et les autres animaux pour collecter de la nourriture et aider ceux qui en avaient besoin.

La morale de l'histoire



L'humilité est une vertu qui nous permet de reconnaître nos limites et de nous améliorer. Elle nous permet également de voir les qualités des autres et de travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs. Comme Tatu, nous pouvons être petits ou faibles, mais notre humilité et notre travail acharné peuvent faire une grande différence.

Et vous, qu'en pensez-vous ? Quel est votre avis sur l'humilité ?

Publié par choupibandita893 sur Facebook, dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest le 1er mai 2026

POURQUOI LE CANARD NE DORT JAMAIS ?

Il était une fois, dans la savane verdoyante où les rivières serpentent comme des rubans d'argent, une époque où tous les animaux dormaient de la même façon : les yeux fermés, la tête sous l'aile ou cachée entre les pattes.

Le Canard, en ce temps-là, était le plus fier des oiseaux d'eau. Mais il avait un grand défaut : il était d'une curiosité malade et d'une inquiétude sans fin.

Le pacte de la lune

Un soir, alors que la Lune montait dans le ciel, elle s'adressa aux animaux :

« Mes enfants, je vais briller pour vous protéger, mais qui veillera sur l'eau pendant que la terre se repose ? Le Python pourrait s'approcher sans bruit, ou le Crocodile pourrait s'égarer. »

Le Canard, voulant se faire remarquer par sa bravoure, s'avança et dit :

« Ne crains rien, Dame Lune ! Je garderai un œil ouvert. Je serai la sentinelle des rivières. »

La ruse du sommeil

Mais rester éveillé toute la nuit est une tâche épuisante. Au bout de quelques heures, les paupières du Canard devinrent lourdes comme des pierres. Il ne voulait pas rompre sa promesse, car il craignait de perdre son prestige auprès des autres animaux.

Alors, il imagina une ruse. Il décida de dormir par petits éclats : il fermait un œil pour se reposer, tout en gardant l'autre grand ouvert pour surveiller les roseaux. Quand l'œil ouvert devenait trop fatigué, il changeait : il ouvrait le gauche et fermait le droit.

La punition de la vigilance

Le génie de l'eau, voyant ce manège, s'approcha du Canard au petit matin.

« Puisque tu as voulu jouer au plus malin avec le sommeil et que tu as eu peur de manquer ce qui se passe dans l'ombre, tu resteras ainsi. »

Depuis ce jour, on dit que le canard ne dort jamais "vraiment". Même lorsqu'il semble immobile sur l'étang, un hémisphère de son cerveau reste en alerte, et il garde souvent un œil entrouvert, guettant le moindre frisson à la surface de l'eau.

**C'est ainsi que le canard perdit le repos total, condamné par sa propre curiosité à être le gardien éternel des courants.

Publié par choupibandita893 sur Facebook, dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest le 26 avril 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
03:58	12:44	16:31	19:43	21:19

INFORMATIONS RELAYÉES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

DÉMENTI DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a démenti les informations relayées par certaines pages sur les réseaux sociaux concernant des cas de fin de fonctions ou de nouvelles nominations, rappelant que le site officiel de la Présidence de la République demeure l'unique source de toute information relative à la Présidence de la République, indique lundi un communiqué de la Présidence de la République.

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République dément les informations relayées par certaines pages sur les réseaux sociaux concernant des cas de fin de fonctions ou de nouvelles nominations", lit-on dans le communiqué.

"La Direction générale de la communication à la Présidence de la

République dément ces allégations et données fallacieuses, réaffirmant que le site officiel de la Présidence de la République demeure l'unique source de toute information relative à la Présidence de la République", ajoute la même source.

RA/APS



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU CRIMINEL ET SAISIE DE PLUS DE 658.000 COMPRIMÉS PSYCHOTROPES À OUARGLA

Un réseau criminel spécialisé dans le trafic illicite de psychotropes a été démantelé et plus de 658.000 comprimés psychotropes ont été saisis, dimanche soir, lors d'une opération menée par les services de la Sécurité de l'Armée de Ouargla, en coordination avec les services des Douanes, indique, lundi, le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Dans la dynamique des efforts de lutte contre la criminalité organisée sous toutes ses formes, les ser-

vices de la Sécurité de l'Armée d'Ouargla, en 4e Région militaire, en coordination avec les services des Douanes, ont démantelé, dans la soirée d'hier 17 mai 2026, un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic illicite de psychotropes", précise la même source.

Cette opération a permis "l'arrestation d'un individu et la saisie d'un camion tracteur, à son bord une importante quantité de comprimés psychotropes, qui

s'élève à 658.462 comprimés psychotropes de type prégabaline 300 mg, ainsi qu'une paire de jumelles et un téléphone portable".

"Cette opération qualitative réaffirme, encore une fois, la mobilisation permanente des unités de l'Armée nationale populaire à faire face à ce type de menace visant à porter atteinte à la sécurité du citoyen", conclut le communiqué.

RA/APS

79^e ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

L'ALGÉRIE PARTICIPE AUX TRAVAUX À GENÈVE

Dans le cadre de la 79^e Assemblée mondiale de la Santé (AMS), qui se tient à Genève, en Suisse, du 18 au 23 mai 2026, un événement majeur réunit des délégations internationales pour définir les politiques sanitaires mondiales. L'Algérie participe activement à ces travaux dans le but de renforcer la protection sanitaire au niveau national.

Par Ikram Haou

Une délégation officielle algérienne, représentée par l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS) et présidée par le Pr. Kamel Sanhadji, prend part à l'AMS. L'objectif est double : renforcer la coopération sanitaire internationale et positionner l'Algérie comme un acteur à part entière dans les discussions mondiales sur la sécurité sanitaire.

Cet événement constitue un rendez-vous majeur rassemblant les États membres, dont l'Algérie. Parmi les sujets abordés lors de cette édition, les participants ont appelé à examiner « les priorités sanitaires mondiales autour des axes inscrits à l'ordre du jour », à savoir : « garantir la santé, protéger la santé, promouvoir la santé, ainsi que dynamiser et améliorer la performance ».

La préparation de l'ANSS à cette rencontre internationale témoigne de la volonté de l'Algérie de suivre les orientations et les débats internationaux relatifs à divers volets sanitaires : sécurité sanitaire, résilience des systèmes de santé, prévention des risques sanitaires et préparation aux urgences. Selon le communiqué de l'agence, cette mobilisation reflète également la volonté de l'ANSS d'établir des coopérations constructives, de favoriser l'échange d'expertise et d'assurer le suivi des évolutions internationales, afin de mener une action sanitaire coordonnée, équitable et efficace.



Concernant le premier axe, « Garantir la santé », les participants chercheront à renouveler les engagements des États membres pour accélérer les progrès vers l'élimination du paludisme. D'autres sujets seront également abordés : la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, la santé mentale, les maladies transmissibles, le Programme pour la vaccination à l'horizon 2030, la feuille de route pour les maladies tropicales négligées 2021-2030, ainsi que la stratégie pour mettre fin à la tuberculose.

Par ailleurs, plusieurs autres thématiques figurent au cœur de cette rencon-

tre sanitaire universelle : les soins de santé primaires, la santé dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les produits médicaux de qualité inférieure et falsifiés, le projet actualisé de plan d'action mondial pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens, ainsi que l'harmonisation des approches réglementaires, de la gouvernance et des normes relatives aux données, à la santé numérique et à l'intelligence artificielle.

S'agissant du thème « Protéger la santé », l'Assemblée examinera les dispositifs de surveillance que les pays doi-

vent mettre en place pour protéger la santé des citoyens. Seront notamment abordés : la préparation et la riposte aux urgences de santé publique, le rapport du Comité consultatif de surveillance indépendant du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire, l'application du Règlement sanitaire international (2005), ainsi que les travaux relatifs à l'Accord de l'OMS sur les pandémies. L'action de l'OMS dans les situations d'urgence sanitaire, le renforcement des bases factuelles pour les mesures sociales et de santé publique, et la poliomyélite figurent également à l'ordre du jour.

Concernant l'axe « Promouvoir la santé », la 79^e AMS vise à renforcer la réadaptation dans les systèmes de santé, la promotion du bien-être, le lien social en lien avec la santé, la santé des peuples autochtones, la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant, ainsi que le projet de stratégie sur l'économie de la santé pour toutes et tous. Dans ce même axe, l'Assemblée examinera aussi la situation sanitaire en Palestine – y compris El Qods-Est – et dans le Golan syrien occupé.

Enfin, sur le volet « Dynamiser et améliorer la performance », des sujets importants relatifs aux aspects budgétaires, financiers, administratifs, juridiques et de gouvernance seront discutés.

I.H